



## **MARCHE GLOBAL SECTORIEL**

### **Réhabilitation du centre hospitalier d'Auxonne**

<p><b>Cahier des Clauses Administratives Particulières</b></p> <p><b>CCAP</b></p> <p><b>Version 4</b></p>
---

## Table des matières

ARTICLE 1 CHAMP D'APPLICATION.....	4
ARTICLE 2 DEFINITIONS ET OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES CONTRACTANTES.....	4
ARTICLE 3 PIECES CONTRACTUELLES.....	14
ARTICLE 4 CAUTIONNEMENT OU RETENUE DE GARANTIE – ASSURANCES .....	17
ARTICLE 5 DECOMPTE DE DELAIS- FORMES DES NOTIFICATIONS.....	18
ARTICLE 6 PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE.....	20
ARTICLE 7 CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE.....	29
ARTICLE 8 CONTROLE DES PRIX DE REVIENT.....	31
ARTICLE 9 PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DU TRAVAIL .....	32
ARTICLE 10 CONTENU ET CARACTERE DES PRIX .....	33
ARTICLE 11 REMUNERATION DU MANDATAIRE DU GROUPEMENT.....	38
ARTICLE 12 CONSTATATIONS ET CONSTATS CONTRADICTOIRES.....	43
ARTICLE 13 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....	44
ARTICLE 14 REGLEMENT DU PRIX DES OUVRAGES OU TRAVAUX NON PREVUS. ....	50
ARTICLE 15 AUGMENTATION DANS LA MASSE DU MARCHE.....	52
ARTICLE 16 DIMINUTION DANS LA MASSE DU MARCHE .....	54
ARTICLE 17 CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGES .....	54
ARTICLE 18 RISQUES.....	54
ARTICLE 19 FIXATION ET PROLONGATION DES DELAIS.....	55
ARTICLE 20 PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	60
ARTICLE 21 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	64
ARTICLE 22 LIEUX D'EXTRACTION OU D'EMPRUNT DES MATERIAUX.....	64
ARTICLE 23 QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS - APPLICATION DES NORMES ET DES DTU.....	65
ARTICLE 24 VERIFICATION QUALITATIVE DES MATERIAUX ET PRODUITS - ESSAIS ET EPREUVES .....	67
ARTICLE 25 VERIFICATION QUANTITATIVES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	68
ARTICLE 26 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE MANDATAIRE DU GROUPEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE DANS LE CADRE DU MARCHE.....	69
ARTICLE 27 PLAN D'IMPLANTATION DES OUVRAGES ET PIQUETAGES.....	70
ARTICLE 28 PREPARATION DES TRAVAUX.....	71

ARTICLE 29 PLANS DE CONCEPTION, D'EXECUTION- NOTES DE CALCUL – ETUDES DE DETAIL.....	73
ARTICLE 30 MODIFICATIONS APPORTEES AUX DISPOSITIONS CONTRACTUELLES .....	79
ARTICLE 31 INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER .....	80
ARTICLE 32 ENGINS EXPLOSIFS DE GUERRE .....	84
ARTICLE 33 MATERIAUX, OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LES CHANTIERS .....	84
ARTICLE 34 DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES ET PRIVEES.....	84
ARTICLE 35 DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION, DECHETS DE CHANTIER .....	85
ARTICLE 36 MESURES D'EVICITION A L'ENCONTRE DU PERSONNEL.....	86
ARTICLE 37 ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI.....	86
ARTICLE 38 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES.....	87
ARTICLE 39 VICES DE CONSTRUCTION .....	87
ARTICLE 40 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION .....	88
ARTICLE 41 RECEPTION .....	88
ARTICLE 42 RECEPTIONS PARTIELLES .....	91
ARTICLE 43 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.....	92
ARTICLE 44 GARANTIES CONTRACTUELLES.....	93
ARTICLE 45 RESPONSABILITES RESULTANT DES PRINCIPES DONT S'INSPIRENT LES ARTICLES 1792 ET SUIVANTS DU CODE CIVIL.....	97
ARTICLE 46 RESILIATION DU MARCHE NON MOTIVEE PAR UNE FAUTE .....	97
ARTICLE 47 DECES, INCAPACITE, REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	98
ARTICLE 48 AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX.....	99
ARTICLE 49 MESURES COERCITIVES .....	100
ARTICLE 50 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES.....	103
ARTICLE 51 MODIFICATIONS APPORTEES PAR LE GROUPEMENT AU PROJET SANS LE CONSENTEMENT DU MAITRE DE L'OUVRAGE.....	105

# ARTICLE 1 CHAMP D'APPLICATION

Le pouvoir adjudicateur a choisi de ne pas faire référence à un CCAG.

En conséquence, **ne sont pas applicables** :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021) ;
- tout autre cahier des clauses administratives générales type (par exemple NF P 03-001 applicable aux marchés privés), etc.

Seul le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est applicable au marché.

# ARTICLE 2 DEFINITIONS ET OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES CONTRACTANTES

## 2.1. Définition

Au sens du présent cahier des clauses administratives :

- le « maître de l'ouvrage » est représenté par le directeur du centre hospitalier d'Auxonne ;
- Le pouvoir adjudicateur est la personne morale pour le compte duquel les études et travaux sont exécutés, elle est représentée par le directeur du centre hospitalier d'Auxonne ;
- le « groupement » est le groupement momentané de concepteurs/réalisateurs qui a conclu le marché de conception-réalisation avec le pouvoir adjudicateur, représenté par son mandataire. Lorsqu'une obligation du marché concerne le groupement, elle s'applique à chacun de ses membres, hormis le rôle du mandataire ;
- les « concepteurs » sont le ou les membre(s) du groupement en charge des phases conception ;
- l'« entrepreneur » ou « le co-traitant » désigne indifféremment chacune des entreprises membre du groupement ;
- l'« assistant technique au maître de l'ouvrage » est la personne physique ou morale qui, pour sa compétence technique, est chargée par le maître de l'ouvrage, de contrôler l'exécution du marché et de proposer sa réception et son règlement ;
- Le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire ;
- L'« ajournement » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui a émis des réserves, mais qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire.

Le mandataire du groupement est, à cet égard, réputé disposer de pouvoirs suffisants pour prendre immédiatement toutes décisions engageant le groupement.

### 2.1.1. Objet du marché de conception – réalisation

Le présent marché a pour objet la réhabilitation du centre hospitalier d'Auxonne des bâtiments H (RDC, R+1 et R+2) et G (RDC et R+1).

## 2.2. Maître d'ouvrage

Centre hospitalier d'Auxonne

5 rue du château

21130 AUXONNE

### 2.2.1. Parties non liées contractuellement avec le groupement ou le mandataire du groupement

#### 2.2.1.1. Assistant technique du maître de l'ouvrage (ATMO) Conception

L' « assistant technique au maître de l'ouvrage conception » est désigné dans le présent CCA sous l'abréviation « l'ATMO Conception ».

L'ATMO Conception est chargé de s'assurer que les études réalisées par le groupement sont, à tous les stades, conformes aux stipulations contractuelles du marché de conception-réalisation.

Ces missions confiées à l'ATMO Conception n'empêchent pas le maître de l'ouvrage de contrôler lui-même la bonne exécution des obligations du groupement dans le cadre du présent marché.

L'intervention de cet assistant oblige le groupement :

- à lui fournir ainsi qu'au maître de l'ouvrage à titre gracieux au format papier et informatique tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- à lui fournir ainsi qu'au maître de l'ouvrage le programme de contrôle interne de l'entreprise.

L'ATMO Conception pour cette opération est la société ASCOREAL.

#### 2.2.1.2. Assistant technique du maître de l'ouvrage (ATMO) Travaux

L' « assistant technique au maître de l'ouvrage Travaux » est désigné dans le présent CCA sous l'abréviation « l'ATMO Travaux ».

L'ATMO Travaux est chargé de :

- contrôler l'exécution des travaux et proposer leur réception ;
- vérifier les décomptes des prestations effectuées par le groupement ;
- signer et délivrer les ordres de services à l'attention du groupement conformément à l'article 2.5.1 du présent CCA ;
- assister le maître de l'ouvrage lors des opérations préalables à la réception ;

- vérifier les données des ouvrages exécutés ;
- assister le maître de l'ouvrage pendant la période de garantie de parfait achèvement ;
- suivi du calendrier de réalisation.

Ces missions confiées à l'ATMO Travaux n'empêchent pas le maître de l'ouvrage de contrôler lui-même la bonne exécution des obligations du groupement dans le cadre du présent marché.

L'intervention de cet assistant oblige le groupement :

- à lui fournir ainsi qu'au maître de l'ouvrage à titre gracieux au format papier et informatique tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- à lui fournir ainsi qu'au maître de l'ouvrage le programme de contrôle interne de l'entreprise.

L'ATMO Travaux n'est pas désigné lors du lancement de la consultation et fera l'objet d'une consultation prochainement.

#### *2.2.1.3. Contrôle technique*

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre 2 de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

L'intervention de cet organisme oblige le groupement :

- à lui fournir à titre gracieux au format papier et informatique tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- à respecter, à ses frais, les avis, prescriptions et réglementations applicables aux travaux du bâtiment qui pourraient lui être imposés dans le cadre des missions confiées au contrôleur technique ;
- à lui fournir le programme de contrôle interne de l'entreprise.

Une mission de contrôle technique sera confiée par le maître de l'ouvrage à un prestataire au plus tard à la désignation du groupement.

#### *2.2.1.4. Coordination sécurité santé*

L'opération est soumise à l'obligation de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé telle que définie dans la loi n°93-1418, ses décrets et arrêtés d'application.

Une mission de coordination en matière de sécurité de protection de la santé de niveau 1 sera confiée par le maître de l'ouvrage à un prestataire au plus tard à la désignation du groupement.

L'intervention de ce coordinateur oblige le groupement :

- à lui fournir à titre gracieux au format papier et informatique tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- à respecter, à ses frais, les avis, prescriptions et réglementations applicables aux travaux du bâtiment qui pourraient lui être imposés, avec l'accord du maître de l'ouvrage, par cet organisme.

#### *2.2.2.5. Coordinateur SSI*

La coordination des systèmes de sécurité incendie fait partie intégrante du marché de conception réalisation.

A cet effet, un coordinateur SSI sera désigné par le groupement dès le démarrage des études. Il animera toutes les réunions de mise au point et d'interfaces SSI nécessaires.

Sa mission sera conforme aux normes françaises S 61-931 et S 61-932.

## 2.3. Groupement – Entrepreneur

### 2.3.1. Représentation du mandataire du groupement

Préalablement au démarrage de la mission du groupement, le mandataire du groupement désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis du maître de l'ouvrage pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Cette personne doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

Dans le même temps, le mandataire du groupement adresse au maître de l'ouvrage une liste du personnel d'encadrement intervenant sur le chantier avec l'indication, pour chacun, des pouvoirs dont il dispose. A défaut, chaque personne intervenant pour le compte du mandataire du groupement sera réputée avoir les pouvoirs les plus étendus.

### 2.3.2. Modalités de remplacement du personnel affecté à l'exécution de la mission

Le présent article s'applique aux personnes suivantes :

- la personne physique désignée à l'article 2.3.1 pour représenter le mandataire du groupement;
- l'architecte, membre du groupement.

#### 2.3.2.1. Remplacement à l'initiative du titulaire

Le titulaire ne peut remplacer la ou les personne(s) physique(s) désignées ci-dessus qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle(s) ci qui n'est pas du fait du titulaire.

Le changement de personne devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.3.2.

La personne remplacée, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à la personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 8 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage et le lui transmet.

#### 2.3.2.2. Remplacement à l'initiative du maître d'ouvrage

Dans les cas suivants :

- insuffisance avérée de la personne sur l'un de ses domaines de compétences fondamentaux ;
- comportement incompatible avec l'organisation d'une coordination efficace de l'ensemble des intervenants ;

le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire le remplacement de la personne concernée.

Le titulaire devra proposer un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la demande. Le remplaçant proposé sera soumis à l'approbation du maître d'ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.3.2.

Le titulaire doit en aviser immédiatement le maître de l'ouvrage, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sous forme de *curriculum vitae* détaillé au maître de l'ouvrage dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le maître de l'ouvrage ne le récusé pas dans un délai d'un mois à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le maître de l'ouvrage récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le maître de l'ouvrage.

Il est entendu que la récusation d'un intervenant ne pourra en aucun cas ouvrir droit à une quelconque indemnité au profit du titulaire du marché. Le coût financier dû au remplacement de l'intervenant reste à la charge exclusive du titulaire du marché.

En cas d'indisponibilité d'un intervenant, pendant une période continue supérieure à quinze (15) jours, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit :

- soit d'appliquer une pénalité
- soit de résilier le marché sans indemnité,
- soit d'accepter son remplacement par une autre personne présentée par le titulaire.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire, dans un délai raisonnable, son acceptation ou refus.

#### 2.3.3. Domicile du mandataire du groupement

Le mandataire du groupement est tenu d'élire domicile à proximité des travaux et de faire connaître l'adresse de ce domicile au maître de l'ouvrage et au maître d'ouvrage. Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation dans un délai de quinze jours à dater de la notification du marché, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège social du mandataire du groupement, mentionné dans l'acte d'engagement.

Après la réception des travaux, le mandataire du groupement est relevé de l'obligation indiquée à l'alinéa qui précède ; toute notification lui est alors valablement faite au domicile ou au siège social mentionné dans l'acte d'engagement.

#### 2.3.4. Modifications en cours d'exécution à porter à la connaissance du maître de l'ouvrage

Le mandataire du groupement est tenu de notifier immédiatement au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- à la répartition du capital social de l'entreprise ;
- aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché ;



et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement des membres du groupement.

#### 2.3.5. Groupement

La transformation en groupement conjoint avec solidarité du mandataire sera exigée au stade de l'attribution du marché.

Le mandataire est par conséquent engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires. L'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des cocontractants, vis-à-vis du maître de l'ouvrage et du maître d'ouvrage, pour l'exécution du marché.

#### 2.3.6.

Les stipulations des articles 2.3.1, 2.3.2, 2.3.3 et 2.3.4 sont applicables à chacun des membres du groupement.

## 2.4. Sous-traitance

#### 2.4.1. Agrément des sous-traitants

Chaque membre du groupement peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La déclaration de sous-traitance est remise au maître de l'ouvrage en main propre contre récépissé ou par lettre recommandée avec accusé de réception à l'appui des éléments suivants :

- Un acte spécial de sous-traitance conforme au modèle joint en annexe / conforme au modèle DC4, contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique
- Une attestation d'assurance garantissant la responsabilité du sous-traitant à l'égard des tiers comme il est dit à l'article 9.1.
- Pour les sous-traitants indirects (de rang supérieur à 1), une caution personnelle et solidaire ou une délégation de paiement, dans les conditions définies à l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, délivrée par le sous-traitant qui confie à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés qui décident d'adopter une personnalité juridique et de sous-traiter, la signature de tous les entrepreneurs cocontractants peut être valablement remplacée sur l'acte spécial par celle du mandataire prévu à l'article « 2.3.1. Représentation du mandataire du groupement ».

Le maître de l'ouvrage dispose d'un délai de 21 jours ouvrés à compter de la réception du dossier complet pour accepter et agréer le sous-traitant présenté ou le refuser. Si le dossier est incomplet, il est renvoyé au demandeur.

#### 2.4.2.

Sans objet.

#### 2.4.3.

Dès la signature de l'acte spécial, le mandataire du groupement remet au sous-traitant une copie de la partie de l'acte spécial, concernant la sous-traitance.

#### 2.4.4.

En cours d'exécution, le mandataire du groupement est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications, mentionnées à l'article 2.3.4 concernant les sous-traitants.

#### 2.4.5.

Le sous-traitant doit être payé directement dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, et le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

#### 2.4.6.

En cas de sous-traitance, le mandataire du groupement demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché, tant envers le maître de l'ouvrage qu'envers les ouvriers.

#### 2.4.7.

##### 2.4.7.1.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le mandataire du groupement à l'application des mesures prévues à l'article 49. Il en est de même si le mandataire du groupement a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande prévue à l'article 2.4.1.

##### 2.4.7.2.

Le mandataire du groupement est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au maître de l'ouvrage lorsque celle-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure du faire, il encourt une pénalité journalière de 1/1000ème du montant du marché ; en outre le défaut de communication du contrat de sous-traitance un mois après cette mise en demeure expose le mandataire du groupement à l'application des mesures prévues à l'article 49.8.

#### 2.4.8.

La caution personnelle et solidaire prévue à l'article 14 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance sera remplacée par une garantie à première demande dans le cas de sous-traitance de second rang ou supérieur.

#### 2.4.9.

La demande d'agrément de sous-traitance doit intervenir au moins un mois avant le démarrage des tâches qu'il est prévu de confier au sous-traitant.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant plus de vingt jours à compter de la réception des documents mentionnés aux 2 et 3 de l'article 114 du code des marchés publics ne vaut pas acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

## 2.5. Ordres de service

#### 2.5.1.

Les ordres de service sont écrits ; ils sont signés par le maître de l'ouvrage, datés et numérotés.

L'ordre de service sera notifié électroniquement en LRAR via PLACE (plateforme de dématérialisation). Le groupement renvoie immédiatement au Maître de l'ouvrage l'ordre de service après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

#### 2.5.2.

Lorsque le mandataire du groupement estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître de l'ouvrage dans un délai de quinze jours, décompté ainsi qu'il est précisé à l'article 5.

A l'exception du seul cas que prévoit l'article 15.2.2, le mandataire du groupement se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

#### 2.5.3.

Les ordres de service relatifs à des travaux sous-traités sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour présenter des réserves.

#### 2.5.4.

En cas d'entrepreneurs groupés, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seul qualité pour présenter des réserves.

## 2.6. Tranches, phases

La conception et la réalisation des travaux sont exécutés en une seule tranche.

Les prestations objet du présent marché sont divisées en 7 phases définies comme suit :

#### 2.6.1. Phases conception :

1. études remises par le candidat mises au point à l'occasion de la signature du marché ;
2. élaboration du dossier d'autorisation administrative (PC, déclaration préalable, ...) au nom du maître de l'ouvrage et autres dossiers relevant d'une législation ou réglementation différente de celle du droit de l'urbanisme ;
- 3.; avant-projet définitif ;
4. études de projet comportant notamment les plans, notices techniques, décomposition détaillée du prix global et forfaitaire, notes de calcul.

#### 2.6.2. Phases Réalisation :

5. préparation, études d'exécution, de synthèse et de gestion de la cellule de synthèse ;
6. réalisation des travaux ;
7. essais, opérations préalables à la réception, préparation à la commission de sécurité, établissement du dossier des ouvrages exécutés.

Le délai de réalisation de chaque phase est précisé dans le calendrier remis lors de l'offre, leur enchaînement est précisé à l'article 19.1 du présent cahier des clauses administratives.

Le délai de réalisation de chaque phase est précisé dans le calendrier remis lors de l'offre, leur enchaînement est précisé à l'article 19.1 du présent cahier des clauses administratives.

Un ordre de service de démarrage de la phase 5 qui emporte démarrage de la phase de préparation de chantier est délivré.

## 2.7. Convocations du mandataire du groupement – Réunions

Toutes les réunions ont lieu soit dans les locaux du centre hospitalier, soit dans les installations de chantier du groupement.

### 2.7.1. Phase conception

#### 2.7.1.1. Réunions d'étude

Des réunions régulières ont lieu à l'initiative et en présence du maître de l'ouvrage. Ces réunions ont pour but de présenter l'avancement des études.

#### 2.7.1.2. Réunions techniques

Des réunions techniques ont lieu sur demande du maître de l'ouvrage/ATMO Conception ou des concepteurs pour traiter les points techniques du projet.

#### 2.7.1.3. Réunion avec le maître de l'ouvrage

Des réunions à intervalles réguliers sont organisées par le maître de l'ouvrage avec les personnes du groupement : chef de projet, architecte, membres des bureaux d'études techniques.

Il est prévu des réunions toutes les 3 semaines.

### 2.7.2. Phase réalisation

Le mandataire du groupement ou son représentant se rend dans les bureaux de chantier, ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis.

Il est accompagné de ses sous-traitants désignés sur demande du maître d'ouvrage ou si le mandataire du groupement l'estime nécessaire.

En cas d'entrepreneurs groupés, l'obligation définie à l'alinéa qui précède s'applique au mandataire et à chacun des autres cotraitants.

Des visites de chantier peuvent avoir lieu à l'initiative de l'ATMO Travaux, du coordonnateur SPS, du contrôleur technique ou du maître d'ouvrage.

Chaque entrepreneur du groupement convoqué est tenu d'assister personnellement ou de déléguer un représentant qualifié agréé par le coordonnateur SPS de chantier et ayant tout pouvoir de décision aux réunions organisées par le maître de l'ouvrage, le coordonnateur S.P.S.

#### 2.7.2.1. Réunions de chantier

Elles ont lieu une fois par semaine. La présence de l'architecte membre de l'équipe des concepteurs et des bureaux d'études membres de l'équipe des concepteurs est assurée au moins deux fois par mois.

Leur présence peut être rendue obligatoire par l'ATMO Travaux ou le maître d'ouvrage à chaque fois que de besoin.

L'ATMO Travaux sera présent lors des réunions de chantier.

A chaque réunion de chantier, l'ATMO Travaux établit un compte rendu. Ce compte rendu est transmis dans les 72 h qui suivent la réunion au maître d'ouvrage et participants.

Les participants peuvent apporter des corrections ou des ajouts au compte-rendu. Ses remarques sont prises en compte dans la diffusion du prochain compte-rendu suivant par l'ATMO Travaux.

Ce document a valeur de référence en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

#### *2.7.2.2. Réunion avec le maître de l'ouvrage*

Des réunions à intervalles réguliers sont organisées par le maître de l'ouvrage avec les personnes suivantes :

- groupement : chef de projet, architecte, membres des bureaux d'études techniques ;
- toute autre personne invitée par le maître d'ouvrage .

Il est prévu que les réunions se tiennent toutes les 3 semaines.

A l'issue de ces réunions, et en tant que de besoin, des visites de chantier et/ou des constatations contradictoires peuvent avoir lieu conformément aux dispositions de l'article 12 du présent CCA.

A chaque réunion, l'ATMO Travaux établit un compte rendu. Ce compte rendu est transmis dans les 72 h qui suivent la réunion au maître d'ouvrage et participants.

Les participants peuvent apporter des corrections ou des ajouts au compte-rendu. Ses remarques sont prises en compte dans la diffusion du prochain compte-rendu suivant par l'ATMO Travaux.

Ce document a valeur de référence en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

#### *2.7.2.3. Réunions d'études, de coordination et de synthèse*

Des réunions d'études, de coordination et de synthèse ont lieu chaque semaine pendant les phases travaux et préparation.

A chaque réunion, le mandataire du Groupement établit un compte rendu. Ce compte rendu est transmis dans les 72 h qui suivent la réunion au maître d'ouvrage et participants.

Les participants peuvent apporter des corrections ou des ajouts au compte-rendu. Ses remarques sont prises en compte dans la diffusion du prochain compte-rendu suivant par le mandataire du Groupement.

Ce document a valeur de référence en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

D'autres réunions peuvent avoir lieu à l'initiative du maître de l'ouvrage comme :

- réunions de positionnement des terminaux ;
- réunions de validation des échantillons ;
- réunions techniques liées à l'avancement du chantier.

#### *2.7.3. Réunions de validation des matériels et des matériaux*

Il est rappelé que la liste des matériels est contractuelle dans le respect des termes des dispositions de l'article 3.1.1.

Le groupement organise des réunions de présentation de tous les matériels qui n'auraient pas été contractualisés lors de la mise au point du marché pendant la période prévue pour les études d'exécution. Ces réunions sont menées jusqu'à épuisement de la liste des matériels à présenter et ne peuvent dépasser la date suivante :

- date de fin des études d'exécution, si celles-ci sont menées avant la phase réalisation ;
- date correspondant à la fin d'une période de 6 mois après la date de démarrage des travaux.

De même, le groupement organise toutes les réunions de présentation des échantillons. Ces réunions ont lieu pendant la période de préparation définie à l'article 28.1.

Toutes les réunions définies au présent article 2.7.3 ont lieu en présence du maître de l'ouvrage.

## ARTICLE 3 PIECES CONTRACTUELLES

### 3.1. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché de conception réalisation comprennent :

#### 3.1.1. Les pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses annexes : répartition des missions et le rapport de mise au point ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et son annexe ;
- le programme technique détaillé ;
- le dossier connaissance du bâtiment :
  - Plans des bâtiments G et H ;
  - Plan de masse ;
  - Diagnostics amiante et plomb des bâtiments G et H.
- les éléments suivants fournis par le groupement au stade de l'offre :
  - o le dossier technique comprenant :
    - § une note d'intention du groupement présentant ses idées forces pour la composition de ce projet ;
    - § la notice architecturale ;
    - § la proposition de calendrier prévisionnel pour les études et les travaux (compris réception) conforme à la description faite à l'article 19.1 du C.C.A. et qui distingue :
      - la phase d'adaptation des études d'avant-projet ;
      - la phase de préparation et de dépôt du dossier permis de construire ;
      - la phase de réalisation des études de projet ;
      - la période de préparation de chantier ;
      - le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux incluant la mise en place des équipements fournis au titre du marché de conception-réalisation ;
      - les essais et les opérations de réception ;
      - les levées de réserve ;
    - § le projet et plan d'installation de chantier ;
    - § le carnet de phasage des travaux en site occupé ;
    - § l'organisation du groupement avec un organigramme nominatif en ce qui concerne les personnes citées à l'article 2.3.2. du CCA.
  - o la notice sur le choix des matériaux et matériel qui précise notamment :

- § pour les prestations de second œuvre, type de local par type de local, la marque et le type de matériaux que le groupement s'engage à mettre en œuvre, la mention « ou équivalent » est réputée non écrite ;
- § pour les installations techniques, la marque et le type du matériel que le groupement s'engage à mettre en œuvre, la mention « ou équivalent » est réputée non écrite ;
- o les fiches techniques des matériels et matériaux.
- o Les pièces graphiques :
  - § un plan masse de l'ensemble du projet au 1/200ème
  - § des vues de toutes les façades au 1/200ème du bâtiment,
  - § Un plan par niveaux à représenter au 1/200ème
  - § Coupes longitudinales et transversales représentatives du projet,
  - § Images de synthèse
- o la notice technique qui précise notamment les choix des grands principes des installations techniques de chaque corps d'état ; les choix techniques et leurs explications (justifications) au regard des besoins, contraintes et exigences précisées dans le programme ;
- o la notice sur le gain énergétique et matériaux durables ;
- o la décomposition du prix global et forfaitaire.

Nota : la D.P.G.F. n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des états d'acompte et le cas échéant, l'estimation des travaux modificatifs.

Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le marché étant forfaitaire. Il appartient au groupement de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète de l'ouvrage.

### 3.1.2. Les pièces générales :

- Fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics (CCTG) de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix défini à l'acte d'engagement ;
- Les lois, décrets, arrêtés, prescriptions du code du travail, documents publiés de l'inspection du travail, de la CARSAT et de OPPBTP, les normes homologuées en France (NF et EN), les cahiers DTU, les règles de calcul DTU, les avis techniques et cahiers techniques du CSTB en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics d'exploitation de chauffage avec gros entretien des installations, tel que défini par le décret 87-966 du 26 novembre 1987 et dans le Guide de rédaction des clauses techniques de marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation des résultats publiés par la Direction des Journaux officiels ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) et documents annexes applicables aux marchés d'exploitation des installations de chauffage avec garantie totale, tel que défini dans la brochure n° 5602 - 1983 publiée par la Direction des Journaux officiels ;
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.) tel que défini dans la circulaire du Ministère de l'Économie et des Finances en date du 16 octobre 1980 ;
- L'ensemble des documents normatifs existants se rapportant aux prestations objet du présent marché, ainsi que ceux qui pourraient les modifier, les compléter, les remplacer ou s'ajouter.
- La norme européenne NF EN 13306 X 60-319 : « Ensemble de toutes les actions techniques, administratives et de management durant le cycle de vie d'un bien, destinées à le maintenir ou à le rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise. »

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs plans, les plans dressés à la plus grande échelle priment.

Les spécifications non portées aux spécifications techniques mais inscrites sur les fiches d'interface équipements bâtiment ont même valeur.

## 3.2. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Après sa conclusion, le marché est modifié par :

- les avenants ;
- les états supplémentaires de prix forfaitaires et les bordereaux supplémentaires de prix unitaires établis dans les conditions prévues à l'article 14, les actes spéciaux établis dans les conditions prévues à l'article 2.4.2 ;
- les calendriers établis conformément aux dispositions de l'article 19 du présent CCA ;
- le rapport initial du contrôleur technique ;
- le plan général de coordination SPS y compris ses annexes (règlement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, plan d'organisation de chantier) ;
- les différentes phases approuvées sauf les modifications qui entrent dans le champ d'application de l'article 51 ;
- les décisions de réception des phases visées à l'alinéa précédent, excepté si elles sont touchées par les dispositions de l'article 51 ;
- les prescriptions contenues dans l'arrêté de permis de construire et ses annexes.

## 3.3. Pièces à délivrer au mandataire du groupement – Nantissement

### 3.3.1.

Dès la notification du marché, le maître de l'ouvrage délivre sans frais au mandataire du groupement, contre reçu, une expédition certifiée conforme de l'acte d'engagement et de ses annexes. Il n'est pas prévu de délivrer une copie certifiée conforme des autres documents contractuels.

### 3.3.2.

Le maître de l'ouvrage délivre également, sans frais, au mandataire du groupement, aux cotraitants et aux sous-traitants payés directement, les pièces qui leur sont nécessaires pour le nantissement de leurs créances.



# ARTICLE 4 CAUTIONNEMENT OU RETENUE DE GARANTIE – ASSURANCES

## 4.1. Cautionnement

### 4.1.1.

La retenue de garantie définie à l'article 4.2 peut être remplacée par une garantie à première demande ou si le maître de l'ouvrage et le groupement en conviennent, par une caution personnelle et solidaire

Le délai pour présenter la caution expire au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

S'agissant de la garantie à première demande, la demande peut être formée à tout moment de l'exécution du marché. Dans cette hypothèse, la fraction de la retenue de garantie qui a déjà été prélevée sur les différents acomptes est reversée au groupement.

Si le cautionnement doit être constitué ou augmenté en application d'un avenant ou d'une décision du maître de l'ouvrage, intervenant comme il est dit à l'article 4.1.3, le mandataire du groupement doit effectuer cette opération dans les trente jours de la notification de l'avenant ou de la décision qui la prescrit.

En cas de prélèvement sur le cautionnement pour quelque motif que ce soit, le mandataire du groupement doit aussitôt le reconstituer.

La constitution du cautionnement, son augmentation ou sa reconstitution sont constatées par la remise, au maître de l'ouvrage, du récépissé du dépôt des fonds ou titres.

### 4.1.2.

Le remplacement du cautionnement par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues par les règlements, peut intervenir, soit à l'origine, soit à tout moment. Si le cautionnement a déjà été constitué, il en est alors donné mainlevée.

### 4.1.3.

Le cautionnement est restitué ou la caution qui le remplace libérée, dans les conditions réglementaires, par le maître de l'ouvrage.

Si le maître de l'ouvrage fait obstacle à la libération de la caution personnelle et solidaire qui a cautionné le marché, elle en informe en même temps le mandataire du groupement par lettre recommandée.

## 4.2. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% est prélevée sur le montant de chaque acompte payé au titulaire, y compris sur les états d'acompte relatifs à des prestations de conception.

Cette somme peut être retenue par le maître d'ouvrage comme "retenue de garantie" jusqu'à la levée de tous les défauts de conformité ou de malfaçons. Cette somme est destinée à couvrir les coûts des réparations éventuelles pendant la période de garantie.

Une fois que tous les défauts signalés sont réparés et que les travaux sont conformes, la retenue de garantie peut être versée au Titulaire.

Le Titulaire adressera au maître d'ouvrage une demande de main levée.

## 4.3. Assurances

### 4.3.1. TRC

Le groupement souscrit à ses frais une assurance tous risques chantier au plus tard à la date d'obtention du permis de construire.

### 4.3.2. Responsabilité civile des intervenants, sous-traitants compris

Chaque intervenant à l'acte de construire est tenu de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du Maître d'ouvrage, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux et ou mise en œuvre d'équipements.

### 4.3.3. Responsabilité civile décennale

Chaque membre du groupement doit souscrire un contrat d'assurance la couvrant pour la responsabilité pouvant être engagée sur le fondement de la prescription établie par les articles 1792 et suivants et 2270 du Code civil.

Les attestations produites doivent être nominatives au chantier, et indiquer notamment le montant de l'ouvrage et la date d'ouverture de chantier.

# ARTICLE 5 DECOMPTE DE DELAIS- FORMES DES NOTIFICATIONS

## 5.1. Dies a quo

Tout délai imparti dans le marché au maître de l'ouvrage ou au mandataire du groupement commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

## 5.2. Dies ad quem

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours de calendrier et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

### 5.3. Remise de document

Lorsque, en exécution des dispositions du marché, un document doit être remis, dans un délai fixé, par le mandataire du groupement au maître de l'ouvrage, ou réciproquement, ou encore lorsque la remise d'un document doit faire courir un délai, le document doit être remis au destinataire contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. La date du récépissé ou de l'avis de réception postal est retenue comme date de remise de document.

En cas de contradiction entre la date d'accusé de réception portée sur un document par le mandataire du groupement et la date de l'avis de réception postal, cette dernière fait foi.

### 5.4 Forme des notifications

#### 5.4.1 Remise de document

Le groupement est tenu d'adresser systématiquement et simultanément une copie des courriers et de tous les documents qu'il adresse au maître de l'ouvrage et au maître d'ouvrage pour les domaines relevant de son intervention.

Lorsque, en exécution des dispositions du marché, un document doit être remis, dans un délai fixé, par le groupement au maître de l'ouvrage, ou réciproquement, ou encore lorsque la remise d'un document doit faire courir un délai, le document doit être remis au destinataire contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. La date du récépissé ou de l'avis de réception postal est retenue comme date de remise de document.

En cas de contradiction entre la date d'accusé de réception portée sur un document par le groupement et la date de l'avis de réception postal, cette dernière fait foi.

#### 5.4.2 Notification par voie électronique (SEDI)

Le groupement est tenu de mettre en œuvre, dès la notification du marché, un système d'échange de données informatiques (SEDI) qui permettra d'échanger avec une garantie de traçabilité :

- les plans établis par l'architecte et les bureaux d'études membres du groupement à toutes les phases ;
- en phase travaux : les plans avant synthèse par corps d'état, les plans de synthèse, les plans d'exécution;
- les dates et nature des visas donnés par les concepteurs ;
- les comptes rendus de réunion.

Ce système d'échanges devra permettre de visualiser les plans directement via un viewer intégré, sans devoir les télécharger au préalable. Les documents déposés une fois sur ce système ne devront pas pouvoir être supprimés, ils seront archivés dans un répertoire spécifique contenant l'ensemble des documents périmés.

Le maître de l'ouvrage, l'ATMO Travaux, le CSPS et contrôleur technique doivent pouvoir avoir un accès illimité aux documents contenus dans cette armoire à plan : le groupement lui donnera dès la mise en place de ce système les login et mot de passe nécessaires. Les frais éventuels de formation du personnel du maître de l'ouvrage à l'utilisation de ce système sont à la charge du groupement.

L'examen de conformité programmatique de l'ATMO Travaux des dossiers d'exécutions sera adressé par fichier Excel et non sur le SEDI. Le mandataire du Groupement aura 15 jours calendaires pour lever les observations au travers du fichier Excel remis par l'ATMO Travaux. En cas de retard, le mandataire du Groupement sera sanctionné financièrement.

Par dérogation au présent article, tous les documents doivent être remis au format papier au bureau de contrôle.

La mise en place de ce SEDI ne dispense pas le groupement de fournir au format papier des documents d'étude et de certains documents en phase travaux à la demande du maître de l'ouvrage, ATMO Travaux et CSPS.

## ARTICLE 6 PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE

### 6.1 Définition

Au sens du présent article :

1. Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le groupement du marché dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite du maître d'ouvrage en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

2. Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont utilisés dans le cadre du marché et qui appartiennent au maître d'ouvrage, au groupement ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

3. Les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

## 6.2 Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

Le maître d'ouvrage et le groupement du marché restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le groupement envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le groupement précise les éléments suivants :

- le nom et la fonctionnalité de la connaissance antérieure ou de la connaissance antérieure standard ;
- le nom du ou des auteurs,
- la source (site Internet par exemple),
- le régime juridique (licence),
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive,
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'acheteur (séquestre des codes sources par exemple).

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat.

Le groupement, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

## 6.3 Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

### 6.3.1. Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures (hors standards) du groupement, de tiers et du maître d'ouvrage

Lorsque le groupement incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures qui sont disponibles sous un régime de licence libre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le groupement autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

Le maître d'ouvrage n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Pour les logiciels, le droit de pouvoir les rétrocéder à tout tiers et de pouvoir les diffuser sous licence libre prévu au bénéfice du maître d'ouvrage sur les résultats ne s'applique pas aux connaissances antérieures, sauf dispositions contraires dans le marché ou si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Dans l'hypothèse où une cession à titre exclusif des résultats au profit de l'acheteur est prévue dans le marché, l'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures, sauf dispositions expresses dans les documents du marché.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché. Au cours de l'exécution du marché, le groupement ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'acheteur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le groupement ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'acheteur que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

#### 6.3.2. Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures standards

Si le groupement envisage au cours de l'exécution du marché d'utiliser une connaissance antérieure standard non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'acheteur.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.

## 6.4 Régime des résultats

### 6.4.1 Finalités et besoins d'utilisation des résultats :

Le groupement accorde au titre du présent article au maître d'ouvrage, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;

- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre / open source.

Le régime de confidentialité des résultats est défini le cas échéant dans les documents particuliers du marché.

## 6.5 Droits du maître d'ouvrage

### 6.5.1 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Le groupement cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés à l'article 45 tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés à l'article 8.4, tels qu'applicables au marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de

nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

La présente cession est consentie à titre non exclusif, afin de permettre au groupement d'exploiter les résultats pour ses propres besoins.

Compte tenu de leur nature, les résultats suivants font l'objet d'une cession à titre exclusif :

1. les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans, chartes graphiques). La cession comporte pour ces résultats le droit pour l'acheteur, de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;
2. les résultats ayant pour objet de promouvoir le maître d'ouvrage, ses produits et services et plus généralement ses missions de service public (telles que campagnes de promotion, ou de communication) ;
3. les résultats qualifiés de confidentiels.

Le groupement s'interdit de déposer ou de réserver notamment à titre de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) les résultats mentionnés aux 1 et 2.

Plus généralement, le groupement s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec le maître d'ouvrage, ses services ou produits et s'interdit de déposer ou réserver sur les résultats mentionnés aux 1 et 2 tout droit ou titre de propriété industrielle, en France ou à l'étranger, de nature à limiter ou rendre plus onéreux l'exercice des droits du maître d'ouvrage.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

#### 6.5.2 Résultats protégés par un droit de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques

Le groupement informe le maître d'ouvrage de tout résultat qui aurait été identifié comme étant raisonnablement susceptible de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques.

Le groupement concède au maître d'ouvrage une licence d'utilisation non exclusive des droits de propriété intellectuelle afférents à ces résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés à l'article 8.4 tels qu'applicables au marché, comprenant le fait de pouvoir utiliser les résultats pour continuer les recherches.

Cette licence couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée de validité de la protection.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché.



Le groupement accomplit toutes les formalités requises pour rendre la licence d'exploitation opposable aux tiers, dans tous les territoires où les droits sont concédés. Le coût de ces formalités est compris dans le montant du marché.

Dans l'hypothèse où le résultat consiste totalement ou partiellement en un nouveau savoir-faire, le groupement concède une licence sur ce savoir-faire au maître d'ouvrage, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés à l'article 8.4, tels qu'applicables au marché, sous réserve d'en préserver la confidentialité.

### 6.5.3 Régime des données

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement au maître d'ouvrage.

Le groupement dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le groupement s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse du maître d'ouvrage.

## 6.6 Droits du groupement

Le groupement conserve la propriété de ses savoirs faire et méthodes utilisées pour réaliser les résultats.

Le groupement peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché, sous réserve de l'accord du maître d'ouvrage pour les connaissances antérieures mises à sa disposition par ce dernier pour l'exécution du marché, et sous réserve de la confidentialité des résultats.

Le groupement verse à l'acheteur, dans l'hypothèse de l'exploitation commerciale de tout ou partie des résultats, seuls ou incorporés dans des produits ou services, ou en cas de concession totale ou partielle de droits d'exploitation portant sur les résultats, une redevance.

Les documents particuliers du marché déterminent les modalités de calcul de la redevance.

Le groupement s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image du maître d'ouvrage.

Le groupement peut publier les résultats sous réserve du respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 7 et du régime de confidentialité des résultats, complétés le cas échéant par les documents particuliers du marché, et de l'accord préalable du maître d'ouvrage si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l'exécution du marché.

La publication mentionne que les résultats ont été financés par le maître d'ouvrage.

## 6.7 Dispositions communes

### 6.7.1 Exercice des droits

Pour permettre au maître d'ouvrage d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché, le groupement livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché, tels que :

- pour les logiciels :
  - les codes exécutables ;
  - la documentation, les documents de cadrage et suivis de projet sous format numérique (support magnétique, optique ou supports de stockage électronique) ;
  - les codes sources et la documentation associée des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards, lorsque ces connaissances antérieures standards sont placées sous une licence le permettant telle qu'une licence libre/open-source, sont livrés simultanément à la remise du code objet sous la forme d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur ; ainsi que l'ensemble des informations nécessaires à toute prestation ultérieure destinée à assurer la maintenance, y compris évolutive de ces éléments ;
- pour les autres œuvres (créations graphiques, images, films, musique, etc.) : les fichiers sources et natifs dans un format ouvert.

Le groupement ne peut imposer la confidentialité notamment des codes sources livrés.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée au maître d'ouvrage. Elle est comprise dans le prix du marché.

### 6.7.2 Garanties des droits

Le groupement garantit à l'acheteur, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

A ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits cédés ou licenciés ;
- qu'il dispose des autorisations relatives aux droits de la personnalité et plus généralement dispose de toutes les autorisations nécessaires pour les finalités et besoins d'utilisation applicables au marché ;
- qu'il indemnise le maître d'ouvrage, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux dispositions des articles 6.3 et 6.4 aurait porté atteinte. Si l'acheteur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures ou non conforme aux dispositions des articles 6.3 et 6.4, ils en informent sans délai le groupement qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- dans ces hypothèses, qu'il apporte au maître d'ouvrage toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objets du litige ou d'un risque sérieux de litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que le maître

d'ouvrage puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à l'acheteur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le groupement prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le maître d'ouvrage, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux dispositions des articles 43 et 45, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

Le groupement garantit les droits cédés ou licenciés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures standards ou non, à l'acheteur, lors de toute cession ou licence de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures standards ou non.

Le groupement garantit que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits d'utilisation applicables au marché.

Sur simple demande, le groupement s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas au maître d'ouvrage de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du marché.

La responsabilité du groupement n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures standards ou non que l'acheteur a fournies au groupement pour l'exécution du marché ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du maître d'ouvrage ;
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l'acheteur ou à sa demande expresse.

Le groupement dégage l'acheteur de toutes les obligations légales et conventionnelles vis-à-vis des salariés ou commettants du groupement.

### 6.7.3 Dispositions finales

De manière générale, le groupement ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le groupement ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le groupement autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le maître d'ouvrage conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

Le maître d'ouvrage a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

Le maître d'ouvrage peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées par les documents particuliers du marché et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour le maître d'ouvrage, pour la mise en œuvre de leurs droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, dans le respect de l'article 5.1.

Toute publication doit mentionner le nom du groupement et des auteurs.

Les parties s'informent mutuellement des modifications qu'elles souhaitent opérer sur les résultats afin de recueillir les observations utiles de l'autre partie. Elles s'accordent la libre disposition des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.

#### 6.7.4 Revendications

Le groupement garantit le maître de l'ouvrage contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce employés pour l'exécution du marché.

Il appartient au groupement d'obtenir dans ce cas, à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires, le maître de l'ouvrage ayant le droit, ultérieurement, de procéder ou de faire procéder par qui bon lui semble à toutes les réparations nécessaires.

#### 6.7.5 Droits du maître de l'ouvrage en ce qui concerne les prestations de conception

Le maître de l'ouvrage peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations.

Le maître de l'ouvrage a le droit de reproduire, c'est-à-dire de fabriquer ou faire fabriquer, des objets, matériels ou constructions conformes aux résultats des prestations ou à des éléments de ces résultats. Le maître de l'ouvrage peut communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché.

Le maître de l'ouvrage peut librement publier les résultats des prestations ; cette publication doit mentionner le groupement.

Si le marché prévoit que le droit de publier certains résultats n'est ouvert qu'après un certain délai, l'existence d'une telle clause ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats obtenus. Ce délai court, sauf stipulation différente, à partir de la remise des documents contenant les résultats.

#### 6.7.6 Droits du groupement en ce qui concerne les prestations de conception

Le groupement ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du maître de l'ouvrage.

Le groupement ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du maître de l'ouvrage.

La publication des résultats par le groupement doit recevoir l'accord préalable du maître de l'ouvrage ; sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que l'étude a été financée par le maître de l'ouvrage.

#### 6.7.7 Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire

Le maître de l'ouvrage n'acquiert pas du fait du marché la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché, ni celle des méthodes ou du savoir-faire.

Le groupement est tenu de communiquer au maître de l'ouvrage, à la demande de ce dernier, les connaissances acquises dans l'exécution du marché, que celles-ci aient donné lieu ou non à dépôt de brevet.

Le maître de l'ouvrage s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du groupement comme confidentiels, sauf si ces méthodes et ce savoir-faire sont compris dans l'objet du marché.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés au maître de l'ouvrage pour l'utilisation des résultats des prestations.

#### 6.7.8 Garanties relatives à la propriété littéraire, artistique ou industrielle

Le groupement garantit le maître de l'ouvrage contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire. Cette garantie est toutefois limitée, sauf stipulation différente du marché, au montant hors T.V.A. du marché. De son côté, le maître de l'ouvrage garantit le groupement contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont elle lui impose l'emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le groupement ou le maître de l'ouvrage, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendant d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

Si le groupement ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 49.

#### 6.7.9 Garanties en cas de résiliation du marché ou d'exécution aux frais et risques

En cas de résiliation du marché, pour quelque raison que ce soit, le maître de l'ouvrage conserve la propriété des études réalisées et peut en disposer librement, y compris comme support d'un nouveau dossier de sélection d'un ou plusieurs prestataires invités à réaliser tout ou partie de l'ouvrage ou des études complémentaires afférentes, en lieu et place du groupement.

## ARTICLE 7 CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

### 7.1. Obligation de confidentialité

#### 7.1.1.

Le titulaire, le pouvoir adjudicateur, ainsi que son représentant, qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, qu'ils soient signalés ou non comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, du pouvoir adjudicateur sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires,

afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

#### 7.1.2.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

#### 7.1.3.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

## 7.2. Protection des données à caractère personnel

#### 7.2.1

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et nationales, applicables au traitement des données à caractère personnel mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

#### 7.2.2

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

#### 7.2.3

Pour que le traitement des données réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dont la réalisation est confiée au groupement dans le strict respect des instructions documentées du maître d'ouvrage ;
- les obligations du maître d'ouvrage et celles du groupement vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation nationale et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être facilité ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

### 7.3 Implication des sous-traitants

Le mandataire ou chaque entrepreneur avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées aux articles 7.1 et 7.2 leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

### 7.4 Communication

Le Groupement autorise le maître de l'ouvrage à mettre en place un système de « time lapse » et par conséquent à prendre des clichés des personnes situées sur le chantier du groupement.

A ce titre, le groupement informe l'ensemble des intervenants sur ces chantiers quelle que soit leur fonction ou leur statut (personnel du groupement, sous-traitant, fournisseurs etc..), de l'existence de ce dispositif et garantit le maître de l'ouvrage contre toute action que ces intervenants pourraient exercer contre le maître de l'ouvrage en raison de l'existence de ce dispositif.

### 7.5 Conflits d'intérêt

Le mandataire du groupement s'engage à maintenir, en toutes circonstances, l'indépendance d'analyse, de proposition et d'action de chaque membre du groupement, afin d'éviter toute situation de conflit d'intérêts, tel que défini ci-après, entre les intérêts d'un ou plusieurs membres du Groupement et ceux du maître de l'ouvrage. Il veille à ce que l'ensemble des fournisseurs et sous-traitants respectent ces mêmes règles de prévention des conflits d'intérêts et il adresse au maître de l'ouvrage, à la fin de chaque année civile à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat, un rapport sur l'ensemble des mesures de de gestion, de prévention et de contrôle mises en place relatives aux conflits d'intérêts.

Dès qu'il a connaissance d'une situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts, le mandataire du groupement informe le maître de l'ouvrage et le ou les membres du Groupement concernés s'abstiennent de participer aux réunions ou aux prises de décisions liées à cette situation dans l'attente de la soumission par le groupement à l'approbation du maître de l'ouvrage des mesures qu'il propose de mettre en œuvre afin de mettre fin à cette situation.

Par conflit d'intérêts au sens du présent article, on entend toute situation d'interférence entre les intérêts directs ou indirects d'un ou plusieurs membres du Groupement, ses sous-traitants ou fournisseurs et ceux du maître de l'ouvrage, pris au regard de l'ensemble de ses missions statutaires, qui est susceptible d'influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif du maître de l'ouvrage ou du groupement au regard de ses missions au titre du contrat.

On entend par « intérêt(s) » tout intérêt, direct ou indirect, financier, économique ou tout intérêt personnel.

## ARTICLE 8 CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause au titre du présent C.C.A.P.

# ARTICLE 9 PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DU TRAVAIL

## 9.1. Obligations

Le groupement est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail.

Le groupement ou chaque membre du groupement doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables ; il reste responsable du respect de celles-ci.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Le groupement remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que chaque membre du groupement est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au groupement sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Il est rappelé par ailleurs que le certificat E.101 constitue le document visé par l'article D. 8222-7, 1°, b), du code du travail (décisions de la cour de cassation datées du 6 novembre 2015 rendues en assemblée plénière (n° 14-10.182 et 14-10.193)).

Conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au groupement ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées



aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Toutefois, ce montant sera égal à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du groupement.

## 9.2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

# ARTICLE 10 CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

## 10.1. Contenu des prix

### 10.1.1.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des études et de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer au mandataire du groupement une marge pour risques et bénéfice. Sauf stipulation contraire, ils sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (T.V.A.). Les prix comprennent également les frais de coordination et de pilotage et les études d'exécution réalisées par les entreprises.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution d'études et de travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent :

- de phénomènes naturels ;
- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages, ou de toute autre cause.

**Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.**

### 10.1.2.

#### 10.1.2.1.

Le prix global et forfaitaire du marché est réputé établi en tenant compte de toutes les dépenses nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage et notamment :

- a) de tous les frais résultants des dispositions du présent CCA et des autres pièces du marché et des cahiers des charges qui en découlent pour les entreprises ;
- b) des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de l'ensemble des marchés des différents lots nécessaires à l'exécution des travaux de l'opération ;
- c) des frais de participation du titulaire à la cellule de synthèse et à son animation ;

- d) des sujétions d'organisation générale du chantier ; le mandataire du groupement reconnaît avoir, avant la remise de son offre, pris connaissance complète et entière du site dans sa globalité, du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès, des horaires d'accès, et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- e) de toutes les sujétions résultant de la présence de canalisations diverses identifiées dans le marché ou visibles in situ : eau, électricité, gaz, etc., à proximité du lieu des travaux et de toutes les précautions à prendre pour assurer leur protection ;
- f) des frais de mise au point des prototypes des façades ;
- g) des frais de mandataire dans le cas de groupements ;
- h) des études de conception ;
- i) des études de synthèse ;
- j) des études d'exécution et notes de calcul ;
- k) les travaux et les études liés aux demandes du contrôleur technique et du CSPS ;
- l) des frais d'élaboration des documents remis après exécution ;
- m) de la construction et de l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires d'une part pour les parties communes du chantier et d'autre part pour le personnel du maître d'ouvrage.
- n) de l'établissement, du fonctionnement et de l'entretien des clôtures, des dispositifs de sécurité et des installations d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- o) du gardiennage, de l'éclairage et du nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure y compris dans l'enceinte du centre hospitalier ;
- p) de l'installation et de l'entretien du bureau mis à la disposition du CSPS, du contrôleur technique et du maître de l'ouvrage ;
- q) des mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement des entreprises sous-traitantes et des conséquences de ces défaillances ;
- r) des frais d'étude occasionnés par les mises au point itératives du projet. Le maître de l'ouvrage doit pouvoir modifier, sans dépense supplémentaire, à chaque stade de l'évolution du projet des petites parties de projet ;
- s) les frais d'immobilisation du matériel, de l'encadrement (etc.) durant les journées visées à l'article 19.3.2
- t) Les frais d'huissier pour constater l'affichage des autorisations sur le terrain et l'affichage en mairie, pendant un délai de deux mois à compter de son installation (3 constats sont à prévoir un au début, un au milieu, un à la fin du délai). Les constats seront communiqués au maître de l'ouvrage par courrier.
- u) Tests d'étanchéité à l'air du bâtiment durant le chantier après le hors d'eau/hors d'air et à la fin des travaux.

#### 10.1.2.2.

Pour l'application du r) ci-dessus, sont considérés comme « petites parties de projet » les événements suivants :

- pendant les phases « études remises par le candidat mises au point à l'occasion de la signature du marché » et « avant-projet définitif » :
  - o des affectations de surface peuvent évoluer ;
  - o des locaux peuvent être permutés sur un même niveau du bâtiment ;
  - o des locaux techniques peuvent être déplacés, voire agrandis ;
  - o toutes les modifications décrites à l'alinéa ci-dessous relatif aux études de projet ;
- pendant la phase études de projet :
  - o des affectations de surface peuvent évoluer à la demande du maître d'ouvrage dans la limite de 3% de la surface totale ;

- o des parties de services peuvent être réorganisées ;
  - o des points d'eau peuvent être déplacés, ajoutés, retirés ;
  - o des prises électriques (courant fort, courant faible) peuvent être déplacées, ajoutées, retirées ;
  - o les arrivées et la distribution des fluides peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse dans des pièces déjà pourvues d'arrivées de fluides ;
  - o l'intégration de nouveau matériel est encore possible sous réserve que l'apport en puissance électrique n'excède pas 10% d'augmentation ;
  - o mise en place d'évacuations supplémentaires, traitement d'effluents nouveaux ;
  - o toutes les modifications décrites à l'alinéa ci-dessous relatif aux études d'exécution, de synthèse ;
- pendant la phase études d'exécution, de synthèse :
    - o le cheminement des réseaux aérauliques, électriques peuvent être déplacés en quantité limitée ;
    - o des points d'eau peuvent être déplacés dans un même local ;
    - o des prises électriques (courant fort, courant faible) peuvent être déplacées dans un même local ;
    - o des prises de fluide peuvent être déplacées dans un même local.

Pour l'application de l'alinéa relatif aux études d'exécution, la mention « dans un même local » ne signifie pas qu'un seul local est concerné : tous les locaux peuvent être impactés par ces modifications.

#### 10.1.3. Etudes et diagnostics complémentaires

Le Titulaire si il le juge nécessaire dans le cadre de son marché prend à sa charge les études ou diagnostics complémentaires en dehors de ceux remis par le maître d'ouvrage dans le DCE.

#### 10.1.4. Dépenses communes de chantier

De manière générale aucune dépense relative au chantier n'est à payer par le maître de l'ouvrage hormis par le biais du prix global et forfaitaire.

Cela signifie que les dépenses d'investissement et d'entretien suivantes sont à la charge exclusive du groupement.

##### 10.1.4.1. Dépenses d'investissement

- a) établissement du panneau d'affichage du permis de construire ou déclaration de travaux, y compris ses mises à jour ;
- b) constats d'huissiers destinés à prouver l'affichage continu du permis de construire, constat d'huissier de l'état des lieux environnants impactés par le futur chantier avant le début des travaux ;
- c) mesures des niveaux de bruit résiduels avant travaux et après travaux ;
- d) établissement et mises à jour du panneau de chantier avec le nom des entreprises (sous-traitantes y comprises) travaillant sur le chantier ;
- e) branchements provisoires d'égouts ;
- f) exécution des voies d'accès et réseaux provisoires d'eau et d'électricité, téléphone, internet et autres fluides nécessaires y compris raccordement et comptage : pour l'application du présent alinéa, il est indiqué que toutes les demandes et frais de raccordements de chantier, quels que soient leurs montants, devront être faites aux concessionnaires publics et les raccordements devront être faits sur des réseaux indépendants de ceux du maître de l'ouvrage : aucun piquage sur les installations du maître de l'ouvrage ne sera autorisé ;
- g) fermeture provisoire et protection de certains locaux ;
- h) installation d'éclairage et de signalisation ;

- i) travaux nécessaires à la sécurité du chantier ;
- j) installations communes de sécurité et d'hygiène ;
- k) installations de gardiennage et contrôle d'accès ;
- l) installations d'isolation provisoire et de préchauffage des bâtiments pendant le chantier et avant livraison de façon à permettre la mise en œuvre satisfaisante des matériaux sur le chantier (exemples : +12°C pour la pose de faux-plafonds (DTU 58.1) +5°C pour l'exécution des joints de cloisons sèches (DTU 25.41), etc.) ;
- m) installation du téléphone et des ascenseurs/montes charges ou moyens de levage et d'approvisionnement tout au long du chantier ;
- n) évacuation provisoire des eaux pluviales reçues par le bâtiment ;
- o) les éléments de protection et les dispositions nécessaires pour confiner le risque aspergillaire ;
- p) dépenses relatives aux mesures de prévention ;
- q) contrôle d'accès et d'identification des travailleurs ;
- r) clôture de chantier etc.
- s) Tests d'étanchéité à l'air du bâtiment durant le chantier après le hors d'eau/hors d'air et à la fin des travaux.

Les dispositions du point f) susvisé répondent aux articles R.4533-1 et suivants du code du travail en ce sens qu'ils mettent à la charge du groupement les obligations du maître de l'ouvrage.

#### *10.1.4.2. Dépenses d'entretien et dépenses diverses*

- a) consommations d'eau, d'électricité et de téléphone et d'internet ;
- b) frais d'évacuation des déchets de chantier au moyen d'un tri préalable sélectif ;
- c) frais d'exploitation des ascenseurs/montes charges ou moyens de levage et d'approvisionnement ;
- d) frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou dévoyés ;
- e) frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés ;
- f) frais de préchauffage des bâtiments (fourniture des calories et maintenance des installations) ;
- g) les charges temporaires de voirie et de police ;
- h) les frais de gardiennage et de fermeture provisoire du bâtiment pendant toute la durée des travaux ;
- i) les frais de nettoyage périodique du chantier et du bâtiment, les frais de nettoyage avant livraison et de bio-nettoyage dit encore « mise à blanc » ;
- j) les frais de contrôle d'accès et d'identification des travailleurs ;
- k) les frais d'organisation et de secrétariat liés au fonctionnement du C.I.S.C.T. ;
- l) les frais d'évacuation des déblais ;
- m) les frais d'utilisation dus à l'utilisation par les fournisseurs du maître de l'ouvrage des appareils élévateurs lors de l'installation des équipements dans les locaux ayant fait l'objet d'une mise à disposition décrite à l'article 43 du présent CCA.

#### *10.1.5.*

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le mandataire du groupement, de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

## **10.2. Définition des prix forfaitaires**

Les prix sont des prix forfaitaires.

Est prix forfaitaire, tout prix qui rémunère le mandataire du groupement pour un ouvrage, une partie d'ouvrage ou un ensemble déterminé de prestations défini par le marché et qui ou bien est mentionné explicitement dans le marché comme étant forfaitaire, ou bien ne s'applique dans le marché qu'à un ensemble de prestations qui n'est pas de nature à être répété.

## 10.3. Décomposition et sous-détails des prix

### 10.3.1.

Les prix sont détaillés au moyen de décomposition de prix forfaitaires.

### 10.3.2.

La décomposition d'un prix forfaitaire est présentée sous la forme d'un détail évaluatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter et le prix de l'unité correspondant et indiquant quels sont, pour les prix d'unité en question, les pourcentages de ces prix correspondant aux frais généraux, aux impôts et taxes et à la marge pour risques et bénéfices, ce dernier pourcentage s'appliquant au total des frais directs, des frais généraux et des impôts et taxes.

La notion d'« ensemble » ne sera pas permise sauf impossibilité : les quantités doivent pouvoir être exprimées sur la base d'unités telles que m<sup>2</sup>, m<sup>3</sup>, ml, kg...

### 10.3.3.

Si la décomposition d'un prix forfaitaire ne figure pas parmi les pièces contractuelles, un ordre de service peut ordonner cette production et, dans ce cas, le délai accordé au mandataire du groupement ne peut être inférieur à vingt jours.

L'absence de production de la décomposition d'un prix forfaitaire dans le délai imparti fait obstacle à la mise en œuvre de la procédure de règlement du premier acompte qui suit la date d'exigibilité de ladite pièce.

## 10.4. Variation dans les prix

### 10.4.1.

Les prix sont révisables pour ce qui concerne les phases travaux.

### 10.4.2.

Les prix ne seront pas actualisés puisqu'ils sont révisables.

### 10.4.3.

Les prix révisables sont révisés dans les conditions décrites à l'article 10.4.4

### 10.4.4. Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées ci-après.

#### 10.4.4.1. Cotraitants chargés d'une mission d'étude.

Cette partie concerne les entreprises chargées des phases 1 à 4 décrites à l'article 2.6 du présent cahier des clauses administratives.

Les prix relatifs aux études de conception ne sont pas révisés.

#### 10.4.4.2. Entrepreneur

Cette partie concerne les cotraitants chargés des phases 5 à 7 décrites à l'article 2.6 du présent cahier des clauses administratives.

Le coefficient  $C_n$  applicable pour le calcul de l'acompte du mois  $n$  est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \frac{I_{n-6}}{I_{0-6}}$$

dans laquelle :

$I_{n-6}$  et  $I_{0-6}$  sont les valeurs prises par l'index BT01 respectivement au mois de l'établissement de l'acompte par le titulaire moins 6 mois et au mois M0 de l'acte d'engagement moins 6 mois.

#### 10.4.5.

Le mois d'établissement des prix est celui qui est précisé dans l'acte d'engagement.

#### 10.4.6. Précisions

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans le présent marché, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

La date de réalisation des prestations prévue par le marché est celle prévue à l'article 19.

Si les travaux ne sont pas achevés à l'issue du délai de réalisation des prestations, la révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des index de référence à cette date contractuelle.

## ARTICLE 11 REMUNERATION DU MANDATAIRE DU GROUPE- MENT

### 11.1. Règlement des comptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 13.

### 11.2. Travaux à l'entreprise

#### 11.2.1. Les travaux à l'entreprise sont rémunérés à l'aide de prix forfaitaires

Dans le cas d'application d'un prix forfaitaire, le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté ; les différences éventuellement

constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, établie conformément à l'article 10.3.2, même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification dudit prix ; il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

#### 11.2.2.

Dans le cas d'application d'un prix unitaire, la détermination de la somme due s'obtient en multipliant ce prix par la quantité de nature d'ouvrages exécutée ou par le nombre d'éléments d'ouvrage mis en œuvre.

### 11.3. Travaux en régie

Sans objet.

### 11.4. Approvisionnements

Sans objet

### 11.5. Avances

Le mandataire et les co-traitants du groupement reçoivent les avances prévues par la réglementation en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini à l'article 10.4.5, dans les conditions fixées par cette réglementation et conformément aux stipulations du marché.

Une avance est versée au mandataire et les co-traitants du groupement sauf renonciation expresse de sa part indiquée dans l'acte d'engagement.

Son versement est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande au profit du maître de l'ouvrage d'un montant équivalent à celui de l'avance.

Une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance fixe au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Les modalités de remboursement des avances s'effectuent suivant les articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 modifiés du Code de la Commande Publique :

- le remboursement commence, pour les avances < ou = à 30 % du montant TTC du marché, lorsque les prestations exécutées atteignent 65% du montant TTC du marché ;

- mais le remboursement commence, pour les avances > à 30 % du montant TTC du marché, dès la première demande de paiement ;

- le remboursement doit être terminé, pour les avances < à 80 % du montant TTC du marché, lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC du marché et il en va de même pour les tranches optionnelles par rapport au montant de la tranche affermie ;

- mais le remboursement doit être terminé, pour les avances > à 80 % du montant TTC du marché, lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant de l'avance accordée

et il en va de même pour les tranches optionnelles et pour les accords-cadres à bon de commande ou avec un montant minimum du marché.

Les dispositions ci-dessus sont applicables non seulement aux prestations exécutées par le titulaire et ses cotraitants mais aussi à celles exécutées par chaque sous-traitant déclaré à paiement direct dans l'acte d'engagement.

## 11.6. Révision des prix

Lorsque, dans les conditions précisées à l'article 10.4, il y a lieu à révision des prix, le coefficient de révision s'applique

- aux travaux à l'entreprise exécutés pendant le mois ;
- à la variation, en plus ou moins, à la fin du mois, par rapport au mois précédent, des sommes décomptées pour avances à la fin de ce mois.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Les avances, indemnités, pénalités, retenues, primes ne font pas l'objet d'actualisation ou de révision de prix.

## 11.7. Intérêts moratoires

Le mandataire du groupement a droit à des intérêts moratoires, dans les conditions réglementaires en cas de retard dans les mandatements tels qu'ils sont prévus aux articles 13.2.2 et 13.4.3, sauf si ce retard résulte de l'application des dispositions de l'article 44.1.2 ou de l'article 10.3.3.

## 11.8. Rémunération en cas de tranches optionnelles

Sans objet.

## 11.9. Rémunération en cas d'entrepreneurs groupés ou de sous-traitants payés directement

### 11.9.1.

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, les travaux exécutés par chacun d'eux font l'objet d'un paiement direct.

### 11.9.2.

Les travaux exécutés par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par le marché, un avenant ou un acte spécial.

En outre, pour les sous-traitants payés directement, le mandataire du groupement joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A. ainsi qu'un récapitulatif des sommes déjà payées à chaque sous-traitant concerné ainsi que le montant cumulé.



Si, en fin de travaux, le total des sommes cumulées que le mandataire du groupement a proposé de payer à un sous-traitant déterminé est inférieur à la somme figurant dans l'acte spécial, le mandataire du groupement doit fournir au maître d'ouvrage un mémoire justificatif de cette différence avant de pouvoir éventuellement percevoir celle-ci à son profit.

#### 11.9.3.

Dans tous les cas où les travaux exécutés ne font pas l'objet d'un paiement à un compte unique, le calcul du montant des avances prévues au 5 du présent article est fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement direct.

### 11.10. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

### 11.11. Délai de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai maximum de 50 jours comptabilisé à partir de la date de remise du projet de décompte au maître de l'ouvrage dans les conditions décrites à l'article 13.1.1.

L'attention du titulaire du marché est appelée sur les retards de paiement générés par son fait, et notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- retard dans le retour des documents transmis pour signature,
- révision, modification des prix...

et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence....)

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

### 11.12. Calcul des intérêts moratoires

Le calcul des intérêts moratoires se fera conformément à la réglementation en vigueur.

### 11.13. Echancier

ECHEANCIER PENDANT LA PHASE DE CONCEPTION :

L'établissement de l'acompte relatif à l'élément APS, après déduction de la prime versée au titre du concours, est effectué après que le marché a été notifié au Titulaire et que l'élément a été réceptionné.

Le lauréat reçoit une prime de concours de 50 000 € (HT) à titre d'acompte.

Les prestations incluses dans les éléments suivants APS, APD et PRO ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître de l'ouvrage telle que précisée ci-dessous.

Il est précisé par ailleurs qu'un refus de permis de construire imputable à une faute du Titulaire peut permettre au maître d'ouvrage de revenir sur les paiements effectués sur les phases précédentes.

Toutefois ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, la demande de paiement, établie par le Titulaire comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

#### **Élément APS (Avant-Projet Sommaire)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- Remise du dossier : **80 %**
- Validation du dossier : **20%**

#### **Élément APD (Avant-Projet Définitif)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- Remise du dossier : **80 %**
- Validation du dossier : **20%**

#### **Élément PRO (Projet)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- Remise du dossier : **80 %**
- Validation du dossier : **20%**

#### **ECHEANCIER PENDANT LA PHASE REALISATION :**

Prestations : études d'exécution et de synthèse

- 100% (cent pour cent) proportionnellement à l'avancement des études suivant la liste et le calendrier de production des plans

Prestations : coordination et pilotage des travaux

- 85 % (quatre-vingt-cinq pour cent) proportionnellement à l'avancement des travaux
- 15% (quinze pour cent) à la remise du décompte général des travaux

Prestations : assistance aux opérations de réception et GPA

- 30% (trente pour cent) à la remise du DOE, DIUO et DME
- 30% (trente pour cent) à la réception
- 40% (quarante pour cent) à l'issue de la levée des réserves OPR.

Prestations : travaux

- Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des travaux exécutés par acomptes mensuels, bimestriels ou trimestriels étant précisé que le montant de ces acomptes est limité à 85 % du montant de cet élément de mission pendant le déroulement du chantier, le solde, soit 15 %, étant réglé après réception du dernier décompte général des travaux accepté sans réserve par l'entrepreneur.

## ARTICLE 12 CONSTATATIONS ET CONSTATS CONTRADICTOIRES

### 12.1.

Au sens du présent article, la constatation est une opération matérielle, le constat est le document qui en résulte.

### 12.2.

Des constatations contradictoires concernant les prestations exécutées ou les circonstances de leur exécution sont faites sur la demande, soit du mandataire du groupement, soit du maître d'ouvrage.

### 12.3.

Les constatations contradictoires faites pour la sauvegarde des droits éventuels de l'une ou l'autre des parties ne préjugent pas l'existence de ces droits ; elles ne peuvent porter sur l'appréciation de responsabilités.

### 12.4.

Le maître d'ouvrage fixe la date des constatations ; lorsque la demande est présentée par le mandataire du groupement, cette date ne peut être postérieure de plus de huit jours à celle de la demande. Les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dressé sur-le-champ par le maître d'ouvrage contradictoirement avec le mandataire du groupement.

Si le mandataire du groupement refuse de signer ce constat, ou ne le signe qu'avec réserves, il doit, dans les huit jours qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves au maître d'ouvrage.

Si le mandataire du groupement, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

Les réunions prévues à l'article 2.7.2.2 emportent convocation préalable à d'éventuelles constatations contradictoires à l'issue de la réunion.

### 12.5.

Le mandataire du groupement est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour les prestations qui ne pourraient faire l'objet de constatations ultérieures, notamment lorsque les ouvrages doivent se trouver par la suite cachés ou inaccessibles. A défaut et sauf preuve contraire fournie par lui et à ses frais, il n'est pas fondé à contester la décision du maître d'ouvrage relative à ces prestations.

## 12.6.

Les constats ainsi réalisés n'engagent le maître de l'ouvrage qu'en matière de constat qualitatif ou quantitatif des ouvrages réalisés ou à réaliser.

## 12.7.

Dans le cas où le maître d'ouvrage n'a pas opéré les constatations contradictoires prévues aux articles 12.4 et 12.5 dans les huit jours de la demande qui lui a été faite, le titulaire adresse à nouveau sa demande au représentant du pouvoir adjudicateur. Celui-ci fixe, dans les conditions prévues à l'article 12.4, la date des constatations.

Il en informe le titulaire ; il les informe également qu'il sera présent ou représenté à la date des constatations, et assisté, s'il le juge utile, d'un expert, afin que puissent être mises en application les dispositions particulières suivantes :

- si l'expert dûment convoqué n'est pas présent ou représenté à la date fixée, cette absence est constatée et les constatations sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur et son assistant éventuel ; le constat est alors réputé contradictoire et il est fait application des stipulations de l'article 12.4 ;
- il en est de même si l'expert présent ou représenté refuse de procéder aux constatations.

## 12.8.

Dans le cas où des demandes répétées seraient faites par le mandataire du groupement dans un but purement dilatoire, ces demandes pourront faire l'objet d'un refus motivé du maître d'ouvrage après une première constatation.

# ARTICLE 13 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

## 13.1. Décomptes mensuels

### 13.1.1.

Avant la fin de chaque mois, le groupement remet à l'ATMO Travaux pour visa un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début du marché.

En cas d'observations de la part de l'ATMO Travaux, le projet de décompte est repris. Le groupement remet au maître d'ouvrage un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début du marché.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire dans le RIB remis à l'appui de son offre.

Le délai global de paiement est de 50 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

Le règlement sera effectué au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire ci-dessus

Ce montant est établi à partir des « prix de base », c'est-à-dire des prix figurant dans le marché, y compris les rabais ou majorations qui peuvent y être indiqués, mais sans révision des prix et hors T.V.A.

Si des ouvrages ou travaux non prévus ont été exécutés, les prix provisoires mentionnés à l'article 10.4.6 sont appliqués tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés.

Le projet de décompte mensuel établi par le mandataire du groupement est accepté ou rectifié par le maître de l'ouvrage ; il devient alors le décompte mensuel.

#### 13.1.2.

Le décompte mensuel comprend, en tant que de besoin, les différentes parties suivantes :

1. études au groupement ;
2. travaux à l'entreprise ;
3. avances ;
4. indemnités, pénalités, primes et retenues autres que la retenue de garantie ;
5. montant à déduire égal à l'excédent des dépenses faites pour les prestations exécutées d'office à la place du mandataire du groupement défaillant sur les sommes qui auraient été réglées à cet entrepreneur s'il avait exécuté ces prestations ;

#### 13.1.3.

Le montant des travaux à l'entreprise est établi de la façon suivante et le décompte comprend :

- pour chaque phase exécutée, le montant correspondant ;
- pour chaque phase entreprise, une fraction du montant correspondant égale au pourcentage d'exécution des travaux de la phase, ce pourcentage résultant simplement d'une appréciation.

En dehors de ce cas, le décompte comporte le relevé des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constats contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé : il est alors compté une fraction de prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage ; pour déterminer ce pourcentage, il est fait usage, si le maître d'ouvrage l'exige, de la décomposition de prix définie à l'article 10.3.

#### 13.1.4.

Le mandataire du groupement joint au projet de décompte les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

- les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires ;
- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre du 4 de l'article 26, dont il demande remboursement ;
- les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

#### 13.1.5.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

## 13.2. Acomptes mensuels

#### 13.2.1.

A partir du décompte mensuel, l'ATMO Travaux détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au mandataire du groupement. L'ATMO Travaux qui dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir:

- a. le montant de l'acompte établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- b. les montants des différents taux de T.V.A établi par le mandataire du groupement ;
- c. le montant des pénalités, le cas échéant ;
- d. l'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- e. le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au mandataire du groupement ;
- f. le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le mandataire du groupement ;
- g. le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au mandataire du groupement est la somme des postes a et b ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes d et e et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes c, f et g.

#### 13.2.2.

L'ATMO Travaux transmet au mandataire du groupement, par courrier simple ou par courrier électronique, l'état d'acompte. Cette transmission intervient dans les 15 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du mandataire du groupement.

Si cette transmission n'intervient pas dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande du mandataire du groupement, celui-ci en informe le maître de l'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

Le montant de l'état d'acompte peut être accepté, rectifié ou refusé par le maître de l'ouvrage en application des dispositions du règlement général sur la comptabilité publique et en particulier de la certification du service fait.

#### 13.2.3.

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

#### 13.2.4.

Si le maître de l'ouvrage est empêché, du fait du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants, de procéder à une opération nécessaire au mandatement, le délai de mandatement est suspendu pour une période égale au retard qui en est résulté.

La suspension du délai de paiement ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le maître d'ouvrage au groupement, huit jours au moins avant l'expiration du délai de mandatement, d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal lui faisant connaître les raisons qui, imputables au groupement ou à ses sous-traitants, s'opposent au mandatement et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de mandatement.

La suspension débute au jour de réception par le mandataire du groupement de cette lettre recommandée.

### 13.3. Demande de paiement finale

#### 13.3.1.

Après l'achèvement des travaux, un projet de décompte final est établi concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du mandataire du groupement, établissant le montant total des sommes auquel le mandataire du groupement prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché comme les projets de décomptes mensuels et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 13.1.5 s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

#### 13.3.2.

Le mandataire du groupement transmet son projet de décompte final au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans le délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3.

Toutefois, s'il est fait application des dispositions de l'article 41.5, la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à cet article est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.

S'il est fait application des dispositions de l'article 41.6, la date de notification de la décision de réception des travaux est la date retenue comme point de départ des délais ci-dessus.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le groupement, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au mandataire du groupement avec le décompte général tel que défini à l'article 13.4.

#### 13.3.3.

Le mandataire du groupement est lié, par les indications figurant au projet de décompte final.

#### 13.3.4.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le mandataire du groupement. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage.

### 13.4. Décompte général – Solde

#### 13.4.1.

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde établi, à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 13.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

#### 13.4.2.

Le projet de décompte général, rectifié le cas échéant par le maître de l'ouvrage est signé par ce dernier et devient alors le décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au mandataire du groupement le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- quarante jours après la date de remise au maître d'ouvrage du projet de décompte final par le mandataire du groupement;
- douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Si le maître de l'ouvrage ne notifie pas au mandataire du groupement, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder.



Si, dans ce délai de soixante jours, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au groupement le décompte général travaux, les intérêts moratoires dus sur le solde du marché en application de la réglementation sont majorés de quatre points.

#### **Il n'y a pas de décompte général et définitif tacite.**

L'absence de notification au mandataire du groupement du décompte général signé par le maître de l'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le mandataire du groupement à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au mandataire du groupement postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le mandataire du groupement n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 50.1.1.

#### **13.4.3.**

A compter de la date d'acceptation du décompte général par le mandataire du groupement, selon les modalités fixées par l'article 13.4.4, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

#### **13.4.4.**

Dans un délai de quarante-cinq jours compté à partir de la notification du décompte général, le mandataire du groupement renvoie au maître de l'ouvrage, le décompte général revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le mandataire du groupement, il devient le décompte général et définitif du marché.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le maître de l'ouvrage règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le mandataire du groupement ou de la date de réception des motifs pour lesquels le mandataire du groupement refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le mandataire du groupement.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 50 du présent CCA.

Si les réserves sont partielles, le mandataire du groupement est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

#### **13.4.5.**

Dans le cas où le mandataire du groupement n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître de l'ouvrage, dans le délai de trente jours fixé à l'article 13.4.4, ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 50.1.1, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

## 13.5. Règlement en cas d'entrepreneurs groupés

### 13.5.1.

Lorsque le groupement est un groupement conjoint, ses membres étant payés de manière individualisée, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le maître de l'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

### 13.5.2.

Le mandataire du groupement est seul habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général ; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

### 13.5.3.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement solidaire et sauf dans l'hypothèse où les paiements ne sont pas faits à un compte unique, le comptable assignataire du marché, auprès duquel est pratiquée une saisie-attribution contre un des membres du groupement, retient, sur les plus prochains mandats de paiement émis au titre du marché, l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie attribution a été faite.

Si l'éventualité ci-dessus survient ou si l'un des membres du groupement est défaillant, le membre du groupement en cause ne peut s'opposer à ce que les autres membres du groupement demandent au maître de l'ouvrage que les paiements relatifs aux travaux qu'ils exécuteront postérieurement à ces demandes soient faits à un nouveau compte unique ouvert à leurs seuls noms.

## ARTICLE 14 REGLEMENT DU PRIX DES OUVRAGES OU TRAVAUX NON PREVUS.

### 14.1. Cas où le marché ne prévoit pas de prix unitaires

Le présent article concerne les études, ouvrages ou travaux dont la décision de réalisation ou la modification est notifiée au groupement par ordre de service et pour lesquels le marché ne prévoit pas de prix.

#### 14.1.1. Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires.

Sauf indication contraire, ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de ces prix.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

#### 14.1.2.

L'ordre de service mentionné à l'article 14.1 notifie au groupement des prix provisoires pour le règlement des études ou travaux nouveaux ou modificatifs.

Ces prix provisoires sont arrêtés par le maître d'ouvrage après consultation du groupement. Ils sont obligatoirement assortis d'un sous-détail s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements prescrits ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Les prix provisoires sont des prix d'attente qui n'impliquent ni l'acceptation du maître de l'ouvrage ni celle du groupement ; ils sont appliqués pour l'établissement des décomptes jusqu'à la fixation des prix définitifs.

En cas de demande de la part du maître d'ouvrage, d'étude ou de réalisation de travaux modificatifs, le mandataire du groupement est tenu de fournir une proposition de prix, assortie de décompositions ou sous-détails, pour la rémunération provisoire de tout ouvrage non prévu, dans un délai fixé par la lettre ou l'ordre de service lui prescrivant d'évaluer de telles études.

Dans le silence de la lettre ou de l'ordre de service, ce délai est de quinze jours calendaires.

Les pénalités de retard prévues à l'article 20.6.1. du présent CCA peuvent être appliquées en cas de non remise de la proposition de prix dans le délai imparti.

En outre, et dans le cas où le mandataire du groupement ne fournit pas cette proposition de prix dans le délai imparti, le maître d'ouvrage lui notifie par ordre de service un prix provisoire.

Sauf si le maître d'ouvrage le précise dans son ordre de service, le mandataire du groupement ne peut prétendre à indemnité si les études et devis n'ont pas de suite : leur rémunération est réputée incluse dans le prix global et forfaitaire du marché sauf dans les cas prévus à l'article 14.2.

#### 14.1.3.

Le groupement est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de quinze jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

#### 14.1.4.

Lorsque le maître de l'ouvrage et le mandataire du groupement sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet, s'ils ne sont pas incorporés dans un avenant, d'un état supplémentaire de prix forfaitaires ou d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires, signé des deux parties.

## 14.2. Modalités de calcul des études supplémentaires dans le cas de modifications importantes

Lorsque les modifications de programme demandées par le maître de l'ouvrage n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 10.1.2.1 r), le groupement ne peut pas pour autant refuser d'étudier ces demandes de modifications.

Dans ce cas, les études n'étant plus réputées incluses dans le prix global et forfaitaire et il doit être fait une juste rémunération au groupement de celles-ci.

Cette juste rémunération n'est pas calculée en fonction du temps passé, elle est forfaitisée suivant les dispositions ci-dessous :

- la base de calcul est constituée de la décomposition du prix global et forfaitaire par phase répartie entre les cotraitants telle qu'elle résulte des annexes de l'acte d'engagement ;
- lorsqu'une demande de modification importante est émise par le maître de l'ouvrage, elle revêt la forme d'un ordre de service délivré au groupement par le maître d'ouvrage ;
- à la date de notification de cet ordre de service les phases études déjà exécutées ne sont pas prises en compte dans le calcul ;
- à la date de notification de cet ordre de service la phase en cours d'exécution est prise en compte en multipliant le pourcentage de ladite phase (tel qu'il résulte de la division de la valeur de ladite phase par le montant des travaux) par la **valeur absolue** du montant des travaux modificatifs. Les phases suivantes sont prises en compte par le biais de l'augmentation (ou la diminution) de la masse des travaux multipliée par les pourcentages de chaque phase.

Ce résultat constitue un forfait couvrant l'intégralité des études à reprendre ;

- par dérogation au principe décrit à l'alinéa précédent, la phase « études d'exécution » est toujours conservée même si elle est terminée.

A titre d'exemple :

Si une modification est décidée pendant la réalisation des études de projet, le montant des études à rémunérer au groupement sera le suivant :

Montant du marché de conception – réalisation : 4,5 M€

Part des études d'adaptation d'avant-projet : 90 000 €, soit 2%

Part de l'avant-projet définitif : 135 000 € soit 3%

Part des études de projet : 180 000 €, soit 4%

Part des études d'exécution : 225 000 €, soit 5%.

Montant estimé de la modification demandée : 500 000 € de travaux supplémentaires,  
- 400 000 € de travaux supprimés.

Montant des études rémunérées au groupement pour cette modification :

$(2\% \times 900\,000) \times 0 + (3\% \times 900\,000) \times 0 + (4\% \times 900\,000) \times 0 + (5\% \times 100\,000) \times 100\% = 5\,000\,€$   
lors des études d'exécution.

$$\begin{array}{l} \text{1 } 900\,000 = [500\,000] + [-400\,000] \\ \text{2 } 100\,000 = 500\,000 - 400\,000 \end{array}$$

## ARTICLE 15 AUGMENTATION DANS LA MASSE DU MARCHÉ

### 15.1.

Pour l'application du présent article et de l'article 16, la « masse » du marché s'entend du montant des études et des travaux à l'entreprise, évalués à partir des prix de base définis à l'article 13.1.1, en tenant compte éventuellement des prix nouveaux, définitifs ou provisoires, fixés en application de l'article 14.

La « masse initiale » du marché est la masse des études et des travaux résultant des prévisions du marché, c'est à dire du marché initial éventuellement modifié ou complété au fur et à mesure par les avenants intervenus.

## 15.2.

### 15.2.1.

Sous réserve de l'application des stipulations de l'article 15.4, le mandataire du groupement est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation de la masse du marché qui peut résulter de sujétions techniques ou d'insuffisance des quantités prévues dans le marché ou encore de toute cause de dépassement autre que celles qui sont énoncées à l'article 15.2.2.

### 15.2.2.

Le mandataire du groupement n'est tenu d'exécuter des prestations qui correspondent à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages faisant l'objet du marché doivent satisfaire que si la masse du marché de cette espèce n'excède pas le dixième de la masse initiale du marché.

Dès lors, le mandataire du groupement peut refuser de se conformer à un ordre de service l'invitant à exécuter des prestations de l'espèce définie à l'alinéa précédent s'il établit que la masse cumulée des prestations de ladite espèce prescrit par ordre de service depuis la notification du marché ou depuis celle du dernier avenant intervenu, y compris l'ordre de service dont l'exécution est refusée, excède le dixième de la masse initiale du marché.

Un tel refus d'exécuter opposé par le mandataire du groupement n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, au maître de l'ouvrage, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations. Copie de la lettre de refus est adressée sans délai au maître d'ouvrage.

## 15.3.

Si l'augmentation de la masse du marché est supérieure à l'augmentation limite définie à l'alinéa suivant, le mandataire du groupement a droit à être indemnisé dans le décompte général du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation au-delà de l'augmentation limite.

L'augmentation limite est fixée à 15% de la masse initiale.

## 15.4.

Lorsque la masse des prestations exécutées atteint la masse initiale, le mandataire du groupement doit arrêter le marché s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître de l'ouvrage. Cette décision n'est valable que si elle indique, le montant limite jusqu'auquel le marché pourra être poursuivi, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement de la masse initiale.

Le mandataire du groupement est tenu d'aviser le maître d'ouvrage, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle la masse du marché atteindra la masse initiale. L'ordre de poursuivre le marché au-delà de la masse initiale, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, les prestations qui sont exécutées au-delà de la masse initiale ne sont pas payées et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'ouvrage, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si le mandataire du groupement n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

## ARTICLE 16 DIMINUTION DANS LA MASSE DU MARCHÉ

### 16.1.

Si la diminution de la masse du marché est supérieure à la diminution limite définie à l'alinéa suivant, le mandataire du groupement a droit à être indemnisé dans le décompte général du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette diminution au-delà de la diminution limite.

La diminution limite est fixée au vingtième de la masse initiale.

## ARTICLE 17 CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGES

### 17.1.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'ouvrage dans la consistance des travaux, le prix nouveau fixé suivant les modalités prévues à l'article 14 tient compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le mandataire du groupement du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, s'il y a lieu, par application de l'article 15.3 ou de l'article 16.1.

## ARTICLE 18 RISQUES

### 18.1.

Il n'est alloué au mandataire du groupement aucune indemnité au titre des pertes, avaries ou dommages causés par sa négligence, son imprévoyance, son défaut de moyens ou ses fausses manœuvres.

### 18.2.

Le mandataire du groupement doit prendre à ses frais, risques et périls les dispositions nécessaires pour que les approvisionnements et les matériels et installations de chantier ainsi que les ouvrages en construction ne puissent être enlevés ou endommagés par les tempêtes, les crues, la houle et tous autres phénomènes naturels qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux.

## 18.3 Autorisations administratives

### 18.3.1. Retards pendant l'instruction ou refus

Le groupement confectionne des dossiers de demande d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération qui sont signées et déposées par le maître d'ouvrage.

Le groupement est présumé responsable de tout retard ou refus d'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation du projet, sauf à démontrer que ce retard ou refus résulte principalement d'une faute du maître d'ouvrage dans l'accomplissement des prestations qui lui incombent. Le groupement supporte les conséquences, notamment en termes de délais et de coûts de ces retards.

### 18.3.2 Recours formé contre une autorisation administrative

Le groupement est présumé responsable de toute annulation ou suspension des autorisations administratives nécessaires à la réalisation du projet, sauf à démontrer que cette annulation ou suspension résulte principalement d'une faute du maître d'ouvrage dans l'accomplissement des prestations qui lui incombent. Le groupement supporte les conséquences, notamment en termes de délais et de coûts de cette annulation ou suspension.

## 18.4 Troubles anormaux de voisinage

Le groupement garantit le maître de l'ouvrage et l'AMO des condamnations pouvant être prononcées à leur encontre pour les troubles anormaux de voisinage provenant des installations de chantier, des palissades, des aires de stockage et de livraisons, des conditions d'exécution des travaux (bruit, poussière, brouillage d'ondes dues aux installations de chantier etc., dommages aux avoisinants), et des véhicules liés au chantier.

# ARTICLE 19 FIXATION ET PROLONGATION DES DELAIS

## 19.1. Calendrier d'exécution

### 19.1.1. Calendrier

Le délai global d'exécution des études et des travaux fixé à l'acte d'engagement s'applique à l'achèvement de toutes les études et de tous les travaux prévus incombant au groupement, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux et la remise du DOE.

Le délai part de la date de notification du marché.

Le délai global comprend la période de préparation définie au 28.1 ci-après.

Le calendrier proposé par le groupement au stade de la réponse à l'appel d'offre est un des documents contractuels cité à l'article 3.1.

Ce calendrier d'exécution comprend impérativement les phases de conception et de réalisation du marché.

Il est en outre précisé que :

- le délai d'approbation de chaque phase par le maître de l'ouvrage peut être variable. Il n'y a pas d'approbation tacite, mais le maître d'ouvrage s'engage à ce que les délais cumulés d'approbation ne dépassent pas cinq mois sur la durée totale de l'opération ;
- le délai unitaire d'approbation de la phase permis de construire par le maître de l'ouvrage est de deux mois maximum ;
- les risques inhérents aux délais d'instruction du permis de construire sont à la charge du groupement.

Il est rappelé que les interventions de l'entreprise doivent être prévues en tant que de besoin pendant la durée globale de l'opération et ceci dans le cadre de son marché.

#### 19.1.2. Détail et découpage des tâches

Les phases 5 à 7 sont traitées avec le plus grand soin dans ce calendrier d'exécution, elles sont décomposées en tâches principales par corps d'état technique, par niveau de bâtiment.

Le calendrier d'exécution fait apparaître les tâches telles que la pose de réseaux par corps d'état : réseaux primaires, secondaires par niveau. Il fait apparaître les tâches telles que la pose des terminaux et l'enchaînement des tâches relatives aux cloisons (gros-œuvre ou cloisons sèches) autour de la pose des réseaux.

Le calendrier d'exécution fait apparaître les tâches caractéristiques dont se compose chaque corps d'état, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et la suivante qu'elle conditionne ainsi que le ou les chemins critiques de l'opération.

Le calendrier d'exécution est accompagné des données suivantes collectées auprès du mandataire du groupement pour chaque phase :

- la cadence d'exécution ;
- **les moyens en personnel** (en homme x jour) et matériels prévus ;
- les contraintes particulières de préfabrication ou d'approvisionnement ;
- les contraintes particulières telles que nécessité de hors d'eau, hors d'air, raccordements préalables divers notamment aux réseaux gérés par les concessionnaires, etc.

#### 19.1.3. Suivi du calendrier

Au fur et à mesure de l'exécution des travaux, le calendrier d'exécution est tenu à jour chaque semaine par le membre du groupement nommé désigné pour être chargé de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination.

A partir de la phase 5, le calendrier est affiché dans les salles de réunion des installations de chantier et les barres de suivi hebdomadaires sont tracées. En cas de retard dans cette mise à jour, les pénalités prévues à l'article 20.6.1 peuvent être appliquées.

## 19.2. Calendrier des essais et des opérations préalables à la réception

Dès la fin des travaux de gros œuvre, le groupement établit un calendrier des essais corps d'état technique par corps d'état technique.

Il établit ensuite, et au plus tard 3 mois avant la date prévisible d'achèvement des travaux un calendrier des opérations préalables à la réception faisant apparaître les zones géographiques, les niveaux et les corps d'état ayant participé à la réalisation de l'ouvrage.



## 19.3. Prolongation des délais d'exécution

### 19.3.1.

Lorsqu'un changement de la masse des études ou des travaux, une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrage, une substitution des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier, un ajournement d'études ou de travaux décidé par le maître de l'ouvrage ou encore un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître de l'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché, justifie soit une prolongation du délai d'exécution de l'ensemble des travaux ou d'une ou plusieurs tranches de travaux, soit le report du début des études ou des travaux, l'importance de la prolongation ou du report est débattue avec le maître de l'ouvrage et le groupement, elle est soumise à l'approbation du maître d'ouvrage et la décision prise par celle-ci se concrétise par la signature d'un avenant.

### 19.3.2.

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limitées ci-après :

Vent (*)	Vitesse moyenne supérieure à 70 km/h sur quatre heures consécutives (heures glissantes) entre 7h00 et 18h00
Pluie	20 mm d'eau sur quatre heures consécutives (heures glissantes) entre 7h00 et 18h00 pour les travaux extérieurs et de bâtiment, avant mise hors d'eau
Gel	-5 °C à 8 heures pendant 2 jours consécutifs (**)
Neige	5 cm au sol par jour entre 7h00 et 18h00

(\*) - Le chantier sera arrêté en cas de rafales supérieure à 100 km/h pour la grue et 45km/h pour les nacelles sur 3 heures consécutives

(\*\*) - Pour l'application des bétons, la température ne devra pas être inférieure à 5°C et devra être Supérieure à 5°C dans les 5 heures après la mise en œuvre. La température ambiante ne devra pas dépasser 35°C entre 8h00 et 12h00 pendant au moins deux heures.

Cette prolongation est notifiée au mandataire du groupement par un ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant, s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué au marché.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour l'application de cet article est fixé à 15 (quinze) jours ouvrés.

Dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, si le marché prévoit la prolongation du délai d'exécution en fonction de critères qu'il définit, cette prolongation de délai est notifiée au mandataire du groupement par un ordre de service récapitulant les constatations faites.

Concernant les phénomènes atmosphériques, seuls les bulletins de la station météo d'Auxonne seront pris en compte.

Il est toutefois précisé que l'acceptation de l'arrêt pour intempéries par le maître d'ouvrage est liée à la spécificité des travaux de l'entreprise, de sa localisation sur le site, des éventuelles conditions d'abri et de protection, etc. permettant de juger de l'opportunité d'un arrêt de travail.

Cette disposition vise notamment les travaux réalisés à l'intérieur des locaux mis hors d'eau ou hors d'air et de la phase conception.

#### 19.3.3.

En dehors des cas prévus aux articles 19.3.1 et 19.3.2 la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

#### 19.3.4. *Autres prolongations de délai*

Si, à un moment quelconque des travaux le coordonnateur SPS ou toute autre autorité habilitée (inspection du travail) constate un excès de co-activité, le coordonnateur SPS examine avec les acteurs concernés (entrepreneur) toutes mesures de réorganisation de l'ordonnancement des travaux permettant de conduire à un niveau de co-activité admissible.

S'il n'existe pas d'autre solution pour réduire l'excès de co-activité que de prolonger le délai contractuel de réalisation des travaux, ce délai est prolongé par simple décision du maître de l'ouvrage au vu d'un rapport du coordonnateur SPS exposant l'origine de cette situation et la nécessité de la prolongation.

Ce rapport est complété par des rapports du coordonnateur de chantier établissant l'origine des responsabilités en matière d'excès de co-activité.

En cas de responsabilité du mandataire du groupement dans l'origine de l'excès de co-activité, notamment si cet excès résulte d'un retard ou d'une erreur d'organisation qui lui est imputable ou d'une erreur d'ordonnancement des travaux décelable au stade de l'élaboration du calendrier détaillé des travaux, la prolongation de délai est assortie d'une pénalité définitive dont le taux, par jour de prolongation, est égal au taux de pénalité fixé par le marché en cas de retard dans l'exécution des travaux.

## 19.4. Suspension du délai d'exécution, principe d'indemnisation

### 19.4.1. Suspension en fin de phase

Dans le cas où le maître de l'ouvrage décide de suspendre le marché en fin de phase conception ou en cours de phase réalisation, les éléments suivants sont appliqués pour la détermination du préjudice éventuellement subi par le groupement.

#### 19.4.1.1. *Phases conception*

Si le marché est suspendu après le rendu d'une phase de conception, aucune indemnité de suspension n'est versée par le maître de l'ouvrage au groupement.

#### 19.4.1.2. *Phases réalisation*

Si le marché est suspendu pendant l'exécution d'une phase de réalisation, une indemnité pour frais d'immobilisation sera versée au groupement sur présentation de justificatifs.

Cette indemnité est plafonnée à 0,05 % du montant du marché de conception-réalisation par mois.

## 19.5 Causes légitimes de retard

### 19.5.1 Définition

Constituent des causes légitimes de retard les événements suivants, dès lors que ces événements ont une incidence significative sur la durée de réalisation des Travaux telle que prévue dans le calendrier d'exécution (tel qu'actualisé au moment de l'occurrence de l'événement considéré), sur un jalon ou sur la date contractuelle de réception des travaux :

- (a) les prescriptions au titre de la législation relative à l'archéologie préventive et/ou la découverte d'un ou de plusieurs sites archéologiques nécessitant la réalisation de fouilles de sauvetage ou des mesures d'évitement ;
- (b) le retard résultant des injonctions administratives ou juridictionnelles de suspendre ou d'arrêter tout ou partie des travaux, dès lors que ces injonctions ne sont pas principalement imputables au groupement ;
- (c) le retard consécutif à des troubles résultant de cataclysme naturel, révolutions ;
- (d) un événement présentant les caractéristiques de la force majeure au sens de la jurisprudence du Conseil d'Etat ;
- (e) Le retard dans l'obtention des autorisations administratives pour un fait non principalement imputable au Groupement ;
- (f) Un défaut d'exécution par le maître de l'ouvrage de ses obligations au titre du contrat, s'il n'est pas consécutif à un manquement du groupement ;
- (g) Un retard d'exécution ou inexécution par les gestionnaires ou concessionnaires de réseaux des travaux de dévoiement nécessaires à la réalisation des travaux ;
- (h) les journées d'intempéries, telles que définie par l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, entraînant un arrêt de travail sur le chantier relatif aux ouvrages.

### 19.5.2. Notification

En cas de survenance d'un ou de plusieurs événements constituant des causes légitimes, le groupement informe le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 0 de la survenance d'une cause légitime dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle il a eu connaissance de la survenance d'un tel événement.

La notification comporte notamment :

- L'identification de la cause légitime dont la survenance est invoquée, sa date de début et sa durée ;
- l'incidence sur le déroulement du chantier et le calendrier d'exécution ;
- les mesures que le groupement entend mettre en œuvre afin d'atténuer les effets de l'événement sur l'exécution de ses obligations au titre du contrat ;
- les conséquences financières directes et indirectes liées à la survenance de la cause légitime., avec présentation de justificatifs et de calculs circonstanciés.

A défaut d'avoir notifié la cause légitime de retard dans les formes et délais ainsi définis, le groupement est réputé y avoir définitivement renoncé et ne peut plus invoquer la survenance de la cause légitime de retard.

Le maître de l'ouvrage dispose d'un délai de vingt-huit (28) jours à compter de la réception de la notification complète, pour prendre position sur l'existence de la cause légitime, sur l'estimation des conséquences financières liées à sa survenance ainsi qu'à l'évaluation du délai de prorogation que le groupement a proposées dans les conditions définies ci-après.

En tout état de cause, lorsqu'il invoque une cause légitime de retard, le groupement prend, dans les meilleurs délais suivant cet événement, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations, notamment tout réordonnancement ou réorganisation de ses travaux.

Si le groupement a, par action ou par omission, aggravé les conséquences d'un événement constitutif d'une cause légitime de retard, il est fondé à invoquer la cause légitime de retard que dans la seule mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

En cas de survenance d'une cause légitime de retard ainsi notifié, le jalon ou la date contractuelle de réception est repoussé d'une durée égale à celle du retard résultant de la cause légitime de retard telle que déterminée selon les modalités précisées ci-dessous.

### 19.5.3 Conséquences

Dans l'hypothèse où les parties conviennent de la survenance d'une cause légitime de retard, le groupement propose, dans le cadre de la mise à jour du calendrier d'exécution, un recalage des dates et jalons. Cette proposition de recalage est étayée par une analyse du retard circonstanciée démontrant l'impact de la cause légitime de retard sur les dates et jalons et sur le ou les chemins critiques du calendrier détaillé d'exécution, au regard de l'avancement réel de la conception et des Travaux au moment de la survenance de l'événement considéré et des mesures d'atténuation qui peuvent être prises pour minimiser cet impact.

Le maître de l'ouvrage prend en charge les surcoûts directs liés à la cause légitime de retard, qui recouvrent limitativement : les coûts d'immobilisation de chantier, les coûts liés au maintien des garanties.

Au regard de cette évaluation financière, le maître de l'ouvrage peut donner son accord sur le montant indiqué ou décider de procéder à sa propre analyse de ces surcoûts et d'indemniser le groupement sur la base du calcul auquel il aura lui-même procédé.

## ARTICLE 20 PENALITES, PRIMES ET RETENUES

### 20.1. Pénalités et retenues pour retard

#### 20.1.1. Phases réalisation

En cas de retard dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tâche du calendrier d'exécution, il est appliqué une pénalité journalière calendaire de 1/3000ème du montant de l'ensemble du marché de conception-réalisation. Ce montant est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; il est évalué à partir des prix de base définis à l'article 13.1.1.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par l'ATMO Travaux et le maître d'ouvrage.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 47.

Les dispositions des deux alinéas qui précèdent sont applicables aux pénalités prévues par le C.C.A. pour le cas de retard dans la réalisation des tâches, telles qu'elles apparaissent dans le calendrier d'exécution.

#### 20.1.2. Phases conception

En cas de retard dans l'exécution des études (phases 1 à 4), il est appliqué une pénalité journalière calendaire calculée par application de la formule suivante :

$$P = \text{Min} \left[ 50\text{€} ; \frac{V \times R}{200} \right]$$

dans laquelle,

P = montant des pénalités ;

V = valeur pénalisée ; cette valeur est égale à la valeur des prestations d'études en retard ou, exceptionnellement de l'ensemble des prestations d'études, si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable. Ce montant est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; il est évalué à partir des prix de base définis à l'article 13.1.1.

R = nombre de jours de retard calendaire.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître de l'ouvrage.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 47.

Les dispositions des deux alinéas qui précèdent sont applicables aux pénalités éventuellement prévues pour le cas de retard dans la réalisation de certains ouvrages, parties d'ouvrages ou ensembles de prestations faisant l'objet de délais partiels ou particuliers ou de dates limites fixés dans le marché.

#### 20.1.3. Retard dans la remise d'un projet de décompte

En cas de retard dans la remise du projet de décompte final, il peut être appliqué, comme il est prévu aux articles 13.1.1 et 13.3.2, une pénalité journalière calendaire dont le montant est fixé à 1/10 000ème du montant de ce décompte.

Ces pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable mais après un ordre de service rappelant au mandataire du groupement ses obligations et sont calculées depuis la date limite fixée par l'ordre de service jusqu'à la remise effective du projet de décompte attendu.

## 20.2.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des primes.

## 20.3.

Le montant des pénalités et des primes n'est pas plafonné.

## 20.4.

Des retenues provisoires pour retard dans la remise des documents conformes à l'exécution sont appliquées dans les conditions précisées à l'article 20.6.1. Ces retenues sont opérées sur le dernier décompte mensuel. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable et sont conservées au profit du maître de l'ouvrage, même après la remise complète des documents.

## 20.5.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître de l'ouvrage à l'égard des autres membres du groupement.

Les stipulations des deux alinéas qui précèdent s'appliquent aux retenues provisoires mentionnées à l'article 20.6.

Les pénalités ou retenues sont appliquées, sans mise en demeure, sur simple confrontation entre la date réelle de fin d'exécution des travaux ou des études et la date d'expiration des travaux ou des études du marché fixée au calendrier détaillé d'exécution.

## 20.6. Retenues liées à la coordination des différents marchés de l'opération

### 20.6.1. Retard dans la remise ou la diffusion de documents

En cas de retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux [plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, production de devis de travaux modificatifs (sauf impérieuse nécessité, le délai de production de ces devis est de 15 jours) etc.] ou aux travaux de la synthèse une retenue de 200 € H.T. (deux cents Euros) par document et par jour calendaire de retard peut être appliquée.

La même pénalité peut être appliquée en cas de document illisible, incomplet ou ne prenant pas en compte les observations de la Maîtrise d'ouvrage et/ou du contrôleur technique.

La même pénalité peut être appliquée en cas de retard dans la diffusion des documents prévus par la procédure de communication de documents visée à l'article 28.2.5.

### 20.6.2. Transformation des retenues en pénalités

En fin de chantier les retenues visées à l'article 20.6.1 ci avant sont reversées au titulaire du marché si celui-ci n'est responsable d'aucun retard entraînant l'application de pénalités. Dans le cas contraire elles sont transformées en pénalités sur simple constatation de l'ATMO Travaux et du maître d'ouvrage.

## 20.7. Autres pénalités.

#### 20.7.1. Présentation des prototypes, échantillons de matériau et matériel de construction

En cas de retard dans la présentation des prototypes, échantillons de matériau et matériel de construction, une pénalité de retard de 100 € par unité et par jour devant être présentée peut être appliquée.

#### 20.7.2. Retard dans le nettoyage de chantier et l'évacuation des gravats

Une pénalité de 300 € par infraction constatée par le maître d'ouvrage peut être appliquée en cas de retard dans le nettoyage de chantier ou d'évacuation des gravats hors de l'enceinte du chantier.

Une pénalité de 500 € par constat est appliquée en cas de défaut de dispositif de nettoyage et de décrochage des engins avant leur sortie du chantier. Il est rappelé que le dispositif de décrochage est rendu obligatoire dans le cadre d'un chantier propre.

#### 20.7.3. Absence à une réunion

Les réunions décrites à l'article 2.7 du CCA ont un caractère obligatoire pour chaque intervenant cité.

En cas d'absence une pénalité de retard de 250€ par intervenant absent peut être appliquée.

Un retard perturbant la réunion ou un départ avant la fin de la réunion est assimilé à une absence pour l'application du présent article.

#### 20.7.4. Non remplacement d'un intervenant

Une pénalité de 800€ par jour calendaire de retard, sans préjudice de l'application des dispositions relatives à la résiliation du marché, en pareille situation.

#### 20.7.5. Pénalité spéciales relatives à la mise à jour de la SED

Comme il est dit à l'article 41 du CCA, la mise à jour de la SED prenant en compte les matériaux, matériels et techniques de pose mis en œuvre sur le chantier est un document indispensable au démarrage des OPR.

Si le document de mise à jour de la SED fait apparaître des écarts par rapport aux engagements performanciels au moment de sa confection, il sera appliqué une pénalité journalière de 2/3000<sup>e</sup> du montant de l'ensemble du marché de conception-réalisation jusqu'à ce que ces écarts soient résorbés par la réalisation de travaux correctifs, aux frais du groupement.

#### 20.7.6. Retard dans la levée des réserves à la réception

En cas de retard dans la levée des réserves à la réception des travaux de chacun des phases et achèvement final des travaux, la pénalité de 300 € HT par jour calendaire de retard par réserve non levée sera appliquée.

#### 20.7.7. Retard sur examen de conformité programmatique

L'examen de conformité programmatique de l'ATMO Travaux des dossiers d'exécutions sera adressé par fichier Excel et non sur le SEDI. Le mandataire du Groupement aura 15 jours calendaires pour lever les observations au travers du fichier Excel remis par l'ATMO Travaux. En cas de retard, la pénalité de 300 € HT par jour calendaire de retard par observation non levée sera appliquée.

## 20.8. Cumul des pénalités et retenues, absence de mise en demeure

Toutes les pénalités et retenues mentionnées C.C.A. sont cumulables. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable.

## 20.9. Prime pour avance

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

# ARTICLE 21 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

## 21.1.

Sauf stipulations différentes du marché, le mandataire du groupement a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'ouvrage les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

## 21.2.

Lorsque la provenance de matériaux, produits ou composants de construction est fixée dans le marché, le mandataire du groupement ne peut la modifier que si le maître d'ouvrage l'y autorise par écrit. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'article 14, le maître d'ouvrage devant notifier par ordre de service les prix provisoires dans les quinze jours qui suivent l'autorisation donnée.

Si le maître d'ouvrage subordonne son autorisation à l'acceptation par le mandataire du groupement d'une réfaction déterminée sur les prix, le mandataire du groupement ne peut contester les prix traduisant cette réfaction.

# ARTICLE 22 LIEUX D'EXTRACTION OU D'EMPRUNT DES MATERIAUX

## 22.1.

Lorsque le marché fixe les lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux et qu'au cours des travaux les gisements se révèlent insuffisants en qualité ou en quantité, le mandataire du groupement doit en aviser à temps le maître d'ouvrage ; ce dernier désigne alors, sur proposition éventuelle du mandataire du groupement, de nouveaux lieux d'extraction ou d'emprunt. La substitution peut donner lieu à l'application d'un nouveau prix établi suivant les modalités prévues à l'article 14.



## 22.2.

Le mandataire du groupement est tenu d'obtenir, en tant que de besoin, les autorisations administratives nécessaires pour les extractions et emprunts de matériaux. Les indemnités d'occupation ou les redevances au Trésor éventuellement dues pour ces extractions ou emprunts sont à la charge du mandataire du groupement.

## 22.3.

Le mandataire du groupement supporte dans tous les cas les charges d'exploitation des lieux d'extraction ou d'emprunt et, le cas échéant, les frais d'ouverture.

Il supporte également, sans recours contre le maître de l'ouvrage, la charge des dommages entraînés par l'extraction des matériaux, par l'établissement des chemins de desserte et, d'une façon générale, par les travaux d'aménagement nécessaires à l'exploitation des lieux d'extraction ou d'emprunt. Il garantit le maître de l'ouvrage au cas où la réparation de tels dommages serait mise à la charge de celui-ci.

# ARTICLE 23 QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS - APPLI-CATION DES NORMES ET DES DTU

## 23.1.

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et aux prescriptions des normes françaises homologuées, aux documents techniques unifiés (DTU), les normes et DTU applicables étant celles qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini au marché sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française. Les dérogations éventuelles à ces documents ne peuvent que résulter des C.C.T.G. ou d'une décision expresse du maître d'ouvrage.

Si des matériaux, produits ou composants de construction pour lesquels il existe des normes françaises homologuées ne portent pas la marque NF de conformité aux normes, le mandataire du groupement pourra être autorisé à les utiliser s'il a justifié de leur conformité aux prescriptions des normes.

Pour les matériaux, produits ou composants de construction d'origine étrangère, le maître d'ouvrage peut accepter des différences de détail par rapport aux prescriptions des normes françaises ; il précise alors les conditions de réception de ces matériaux, produits et composants.

La production d'une Appréciation Technique d'expérimentation (ATEX), dont les frais sont à la charge exclusive du groupement, n'est autorisée que pour le cas où l'appréciation est favorable, ce qui exclut l'emploi de technique non courante dont l'appréciation serait refusée ou réservée.

## 23.2.

Le mandataire du groupement ne peut utiliser des matériaux, produits ou composants de construction d'une qualité différente de celle qui est fixée par le marché que si le maître d'ouvrage l'y autorise par écrit. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution

donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'article 14, le maître d'ouvrage devant notifier par ordre de service les prix provisoires dans les quinze jours qui suivent l'autorisation donnée.

Si le maître d'ouvrage subordonne son autorisation à l'acceptation par le mandataire du groupement d'une réfaction déterminée sur les prix, le mandataire du groupement ne peut contester les prix traduisant cette réfaction.

### 23.3. Appréciation de l'équivalence de normes

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'espace économique européen si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître d'ouvrage des produits qui bénéficient de modes d'épreuve en vigueur dans d'autres états membres de l'espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011. Le titulaire du marché devra alors apporter au maître d'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris si le maître d'ouvrage accepte de faire jouer la clause d'équivalence.

En complément à l'article 23 du CCA, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'ouvrage avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

### 23.4. Échantillons et prototypes locaux témoins

Les échantillons et prototypes sont présentés au maître de l'ouvrage assortis des documentations techniques correspondantes avant toute mise en œuvre.

Le maître de l'ouvrage doit disposer d'un délai minimum d'un mois pour se prononcer sur l'échantillon ou le prototype.

L'entreprise doit prendre en compte ce délai de décision dans le cadre de ses commandes de matériaux.

Ces présentations doivent être faites pendant la période de préparation.

Les échantillons et prototypes sont stockés dans un local dédié de dimensions confortables pour être disponibles jusqu'à la fin des opérations préalables à la réception.

Dans un délai maximum de 6 mois après le début des travaux, le groupement construit dans un espace indépendant de la future construction :

- une chambre type ;
- une partie de circulation (minimum 5ml).

Ces locaux doivent pouvoir être visités jusqu'à la fin des opérations préalables à la réception.

## ARTICLE 24 VERIFICATION QUALITATIVE DES MATERIAUX ET PRODUITS - ESSAIS ET EPREUVES

### 24.1.

Les matériaux, produits et composants de construction sont soumis, pour leur vérification qualitative, à des essais et épreuves, conformément aux stipulations du marché et aux prescriptions des normes françaises homologuées, les stipulations de l'article 23.1 touchant la définition des normes applicables et les dérogations éventuelles à ces normes étant à retenir pour le présent article.

A défaut d'indication, dans le marché ou dans les normes, des modes opératoires à utiliser, ceux-ci font l'objet de propositions du mandataire du groupement soumises à l'acceptation du maître d'ouvrage.

### 24.2.

Le groupement entrepose les matériaux, produits et composants de construction de manière à faciliter les vérifications prévues. Il prend toutes mesures utiles pour que les matériaux, produits et composants puissent être facilement distingués, selon qu'ils sont en attente de vérification ou acceptés ou refusés ; les matériaux, produits et composants refusés doivent être enlevés rapidement du chantier, les dispositions de l'article 37 étant appliquées s'il y a lieu.

### 24.3.

Les vérifications sont faites, suivant les indications du C.C.A ou, à défaut, suivant les décisions du maître d'ouvrage, soit sur le chantier, soit dans les usines, magasins ou carrières du mandataire du groupement et des sous-traitants ou fournisseurs. Elles sont exécutées par le maître d'ouvrage ou par un laboratoire ou un organisme de contrôle.

Ces vérifications faites par le maître d'ouvrage ne dispensent pas le mandataire du groupement d'assurer ses propres vérifications de qualité et à ses frais.

Dans le cas où le maître d'ouvrage effectue personnellement les essais, le mandataire du groupement met à sa disposition le matériel nécessaire, mais il n'a la charge d'aucune rémunération du maître d'ouvrage.

Les vérifications effectuées par un laboratoire ou organisme de contrôle sont faites à la diligence et à la charge du mandataire du groupement. Ce dernier adresse au maître d'ouvrage les certificats constatant les résultats des vérifications faites. Au vu de ces certificats, le maître d'ouvrage décide si les matériaux, produits ou composants de construction peuvent ou non être utilisés.

## 24.4.

Le mandataire du groupement est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons nécessaires pour les vérifications.

Le mandataire du groupement équipe, s'il y a lieu, les matériels de fabrication des dispositifs permettant d'opérer le prélèvement des matériaux aux différents stades de l'élaboration des produits fabriqués.

## 24.5.

Si les résultats de vérifications prévues dans le marché ou par les normes pour une fourniture de matériaux, produits ou composants de construction ne permettent pas l'acceptation de cette fourniture, le maître d'ouvrage peut prescrire, en accord avec le mandataire du groupement, des vérifications supplémentaires pour permettre d'accepter éventuellement tout ou partie de la fourniture, avec ou sans réfaction sur les prix ; les dépenses correspondant à ces dernières vérifications sont à la charge du mandataire du groupement.

## 24.6.

Le maître d'ouvrage peut prescrire l'exécution d'essais ou épreuves en sus de ceux prévus au marché :

- si ces essais ou épreuves mettent en évidence une non conformité de la prestation aux dispositions du marché, ils restent à la charge du mandataire du groupement ;
- si ces essais ou épreuves ne mettent pas en évidence une non conformité de la prestation aux dispositions du marché, ils ne sont pas à la charge du mandataire du groupement.

## 24.7.

Le mandataire du groupement ne supporte pas la charge des frais de déplacement et de séjour que les vérifications entraînent pour le maître d'ouvrage ou leurs préposés.

## 24.8. Contrôle interne de l'entreprise

Le groupement doit produire au fur et à mesure de l'exécution de ses travaux ses autocontrôles selon les procédures habituelles et essais COPREC pour les corps d'état technique.

Les procédures d'établissement des autocontrôles sont validées par le maître d'ouvrage.

# ARTICLE 25 VERIFICATION QUANTITATIVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Sans objet

## ARTICLE 26 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE MANDATAIRE DU GROUPEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE DANS LE CADRE DU MARCHE

### 26.1.

Si la prise en charge a lieu en présence d'un représentant du maître de l'ouvrage, elle fait l'objet d'un procès-verbal contradictoire portant sur les quantités prises en charge.

### 26.2.

Si la prise en charge a lieu en l'absence d'un représentant du maître de l'ouvrage, les quantités prises en charge par le mandataire du groupement sont réputées être celles pour lesquelles il a donné décharge écrite au transporteur ou au fournisseur qui a effectué la livraison.

Dans ce cas, le mandataire du groupement doit s'assurer, compte tenu des indications de la lettre de voiture ou de l'avis de livraison porté à sa connaissance, qu'il n'y a ni omission, ni erreur, ni avarie ou défaut normalment décelables. S'il constate une omission, une erreur, une avarie ou une défectuosité, il doit faire à l'égard du transporteur ou du fournisseur les réserves d'usage et en informer aussitôt le maître d'ouvrage.

### 26.3.

Quel que soit le mode de transport et de livraison des matériaux, produits ou composants, et même en cas de prise sur stock, le mandataire du groupement est tenu de procéder aux opérations nécessaires de déchargement, de débarquement, de manutention, de rechargement et de transport, jusques et y compris la mise en dépôt ou à pied d'œuvre des matériaux, produits ou composants.

Le mandataire du groupement acquitte tous les frais de location, de surestaries ou de dépassement de délais de planche, toutes redevances pour dépassement de délais tarifaires de déchargement et, d'une façon générale, toutes pénalités et tous frais tels qu'ils résultent des règlements, des tarifs homologués ou des contrats, mais il ne conserve définitivement la charge de ces frais et pénalités que dans la mesure où le retard résulte de son fait.

### 26.4.

Si le marché stipule que la conservation qualitative ou quantitative de certains matériaux, produits ou composants, nécessite leur mise en magasin, le mandataire du groupement est tenu de construire ou de se procurer les magasins nécessaires, même en dehors du chantier.

Il supporte les frais de magasinage, de manutention, d'arrimage, de conservation et de transport entre les magasins et le chantier.

### 26.5.

Dans tous les cas, le mandataire du groupement a la garde des matériaux, produits et composants à partir de leur prise en charge. Il assume la responsabilité légale du dépositaire, compte tenu des conditions particulières de conservation imposées éventuellement par le marché.

## 26.6.

Le mandataire du groupement ne peut être chargé de procéder en tout ou partie à la réception des matériaux, produits ou composants fournis par le maître de l'ouvrage que si le marché précise :

- le contenu du mandat correspondant ;
- la nature, la provenance et les caractéristiques de ces matériaux, produits ou composants ;
- les vérifications à effectuer ;
- les moyens de contrôle à employer, ceux-ci devant être mis par le maître d'ouvrage à la disposition du mandataire du groupement.

## 26.7.

La charge des frais résultant des prestations prévues au présent article est réputée incluse dans les prix.

# ARTICLE 27 PLAN D'IMPLANTATION DES OUVRAGES ET PIQUETAGES

## 27.1. Plan général d'implantation des ouvrages

Le plan général d'implantation des ouvrages est un plan orienté qui précise la position des ouvrages, en planimétrie, par rapport à des repères fixes. L'élaboration de ce plan incombe au groupement sous sa responsabilité.

## 27.2. Piquetage général

### 27.2.1.

Le piquetage général consiste à reporter sur le terrain la position des ouvrages définie par le plan général d'implantation, au moyen de piquets numérotés solidement fixés au sol, dont les têtes sont raccordées en plan et en altitude aux repères fixes mentionnés à l'article 27.1. La position des piquets est notée sur un plan qui peut être le plan général d'implantation des ouvrages.

### 27.2.2.

Le piquetage général est effectué par le groupement, à ses frais, sous sa responsabilité par un géomètre expert et le rapport de son intervention est communiqué au maître d'ouvrage.

## 27.3. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

### 27.3.1.

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations et câbles, dépendant du maître de l'ouvrage ou de tierces personnes, il appartient au maître de l'ouvrage de recueillir toutes informations sur la nature et la position de ces ouvrages et de les fournir au mandataire du groupement en vue de leur report sur le terrain par un piquetage

spécial. La position des piquets correspondants est notée sur le plan de piquetage général mentionné à l'article 27.2.1.

#### 27.3.2.

Le piquetage spécial est effectué par le groupement, à ses frais, sous sa responsabilité.

#### 27.3.3.

Si des ouvrages souterrains ou enterrés non repérés par le piquetage spécial sont découverts en cours d'exécution des travaux, le mandataire du groupement en informe dans un délai de 24 h et par écrit au maître d'ouvrage ; il est alors procédé contradictoirement à leur relevé.

Le mandataire du groupement doit, en outre, surseoir aux travaux adjacents jusqu'à décision du maître d'ouvrage, prise par ordre de service, sur les mesures à prendre.

### 27.4. Procès-verbaux de piquetage- Conservation des piquets

Un procès-verbal de l'opération de piquetage général et spécial est dressé par le groupement et notifié, pour information, au maître d'ouvrage, lequel est habilité à formuler des observations.

Le groupement est tenu de veiller à la conservation des piquets et de les rétablir ou de les remplacer en cas de besoin.

### 27.5. Piquetages complémentaires

#### 27.5.1.

Lors de l'exécution des travaux, le mandataire du groupement est tenu de compléter le piquetage général et, éventuellement, le piquetage spécial par autant de piquets qu'il est nécessaire.

#### 27.5.2.

Les piquets placés au titre d'un piquetage complémentaire doivent pouvoir être distingués de ceux qui ont été placés au titre du piquetage général.

#### 27.5.3.

Le mandataire du groupement est seul responsable des piquetages complémentaires, même s'il y a eu des vérifications faites par le maître d'ouvrage.

## ARTICLE 28 PREPARATION DES TRAVAUX.

### 28.1. Période de préparation

Le titulaire établit un plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité, et le porte à la connaissance au maître d'ouvrage.

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 40 jours ouvrés. Elle reste incluse dans le délai d'exécution des travaux et débute à la plus tardive des deux dates suivantes :

- date de démarrage de la phase réalisation, précisée dans l'ordre de service ordonnant son début ;
- date de l'ordre de service de démarrage de la phase réalisation.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après à la diligence respective des parties contractantes sous la responsabilité du groupement :

- établissement du calendrier détaillé d'exécution des travaux, corps d'état par corps d'état ;
- établissement et présentation au maître d'ouvrage du programme d'exécution des travaux accompagné du projet des installations de chantier (et des ouvrages provisoires). Le plan relatif aux installations de chantier comprend au minimum les informations mentionnées ci-après ;
- établissement et présentation des demandes nécessaires à l'obtention d'éventuelles autorisations d'accès pour le personnel ;
- établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) en application des articles L.4532-8, L.4532-9, et R.4532-42 et suivants du code du travail ;
- communication au coordonnateur sécurité du nom des représentants de l'entreprise au C.I.S.S.C.T.

#### 28.1.1. Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier établi par le groupement est complètement renseigné et précise aux différentes phases de chantier :

- la zone occupée par le chantier à l'intérieur du secteur alloué ;
- les clôtures, accès et mode de gardiennage ;
- les implantations des matériels, des matériaux et stockages divers ainsi que des magasins ;
- l'implantation des bureaux de chantier, des parkings attenants et de leur accès ;
- les arbres qu'il est nécessaire de protéger ou d'abattre ;
- les stockages et mouvements de terre, les bennes à déchets conformes à l'obligation de tri ;
- les raccordements des V.R.D. aux V.R.D. extérieurs ;
- les changements d'implantation nécessités par l'exécution des travaux ;
- les ouvrages provisoires ;
- la position de la ou des grue(s) ainsi que les différentes affectations des surfaces au sol ;
- les zones d'implantation des éventuels ateliers de préfabrication (prédalles, centrale à béton...).

Ce plan est soumis à l'avis du maître de l'ouvrage et du CSPS.

## 28.2. Tâches à réaliser au cours de la période de préparation

En sus de la réalisation du programme d'exécution il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énumérées ci-après à la diligence respective des parties contractantes, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

#### 28.2.1. Par les soins du maître de l'ouvrage

- mise à la disposition du mandataire du groupement des terrains nécessaires ;
- par les soins du maître de l'ouvrage avec le concours du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et la participation des entreprises : constitution du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail cité au plus tard 21 jours avant la fin de la période de préparation.
- établissement d'une procédure de communication entre le groupement et le contrôleur technique.



28.2.2. Par les soins du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avec le concours de tous les entrepreneurs intervenant sur le chantier (sous-traitants compris) :

- inspection commune au cours de laquelle seront, en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que chaque entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les dispositions particulières de sécurité et de protection de la santé à prendre pour l'ensemble de l'opération ;
- adaptation du plan général de coordination (P.G.C.) à l'installation de chantier proposée par chaque entreprise et acceptée par le maître d'ouvrage .

Pour l'application de ces dispositions, le groupement devra regrouper les dates d'inspection commune sur un jour par semaine.

28.2.3. Par les soins de tous les entrepreneurs intervenant sur le chantier (sous-traitants compris)

- établissement et remise au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé ;
- fourniture au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des renseignements prévus à l'article R.4532-38 3° code du travail.

28.2.4. Par les soins des entrepreneurs, sous la coordination du groupement

- établissement des plans d'exécution d'ouvrages, projet d'installation de chantier, notes de calculs, études de détail, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCA, nécessaires à l'établissement des plans de synthèse et au démarrage du chantier ;
- exécution des voies et réseaux divers pour la desserte des locaux destinés au personnel et l'alimentation en eau et électricité des divers équipements et installations prévus dans ces locaux et l'évacuation des eaux usées de ces mêmes équipements ;
- réalisation d'études de sols complémentaires à l'emplacement prévu des futures fondations profondes de l'ouvrage à réaliser ;
- fourniture des prototypes et échantillons.

## ARTICLE 29 PLANS DE CONCEPTION, D'EXECUTION- NOTES DE CALCUL – ETUDES DE DETAIL

### 29.1. Documents fournis par le groupement

#### 29.1.1.

Le groupement établit d'après les pièces contractuelles tous les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les CCTP, les plans de conception, d'exécution, notes de calculs, études de détail.

A cet effet, le groupement fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il établit les calculs de stabilité et de résistance.

S'il reconnaît une erreur dans les documents de base fournis par le maître de l'ouvrage, il doit le signaler immédiatement par écrit au maître de l'ouvrage

### 29.1.2. Niveau de détail des plans

Les plans sont cotés avec le plus grand soin et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

#### 29.1.2.1. Mise à jour de l'APS

Les plans des études remises par le candidat et mises au point ont pour objet :

- a) de répondre aux observations du jury ;
- b) de déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du programme ;
- c) de proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi que les performances techniques à atteindre ;
- d) de définir les principes constructifs, les matériaux et les installations techniques.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/200ème, avec certains détails significatifs au 1/100ème.

#### 29.1.2.2. Permis de construire et/ou déclaration préalable

**La prestation de constitution des dossiers de demande des autorisations préalables démarre immédiatement à compter de la notification du marché.**

Le Titulaire remettra au maître d'ouvrage les dossiers des autorisations préalables au permis de construire et/ou déclaration préalable.

Dans le cas de refus ou de retrait du permis de construire pour motif tiré de la méconnaissance des dispositions architecturales, techniques, de sécurité, de construction et d'implantation et plus généralement de toute réglementation sanctionnée par le permis de construire, comme en cas de recours en annulation faisant apparaître une illégalité manifeste du permis accordé ou de sursis à exécution, le Titulaire devra à la demande du maître d'ouvrage établir une nouvelle demande de permis de construire et de reprendre le cas échéant ses études sans pouvoir prétendre à une rémunération supplémentaire.

Sont également compris dans la mission du Titulaire :

- l'assistance au Maître de l'Ouvrage pour l'exposition et la défense éventuelle de ces dossiers ;
- la fourniture des renseignements complémentaires réclamés pour l'instruction lorsqu'ils relèvent de la compétence du Concepteur réalisateur ;
- l'élaboration et la constitution des dossiers de présentation aux organismes à caractère consultatif habilités à connaître le projet, ainsi que la participation du Titulaire aux réunions où est présenté et discuté le projet ;
- l'assistance pour les renseignements spécifiques aux dossiers d'autorisations administratives et tous dossiers administratifs liés à l'opération.

#### 29.1.2.3. Etudes d'avant-projet définitif

Les études d'APD ont pour objet de :

- la note de calcul RT Existant globale ;
- la STD ;
- l'indication de l'ensemble des données utilisées (données d'ordre climatique, hydrologique, etc) ;

- l'indication de l'ensemble des dispositions réglementaires et des servitudes et de l'application qui en a été faite ;
- la description des ouvrages et de leurs principaux composants en précisant les principes constructifs, les matériaux et les installations techniques préconisées, corps d'état par corps d'état ;
- les documents, notamment plans et descriptifs nécessaires à l'établissement des dossiers de financement du maître d'ouvrage ;
- la description des choix techniques proposés accompagnés des notes de calcul de pré-dimensionnement ;
- la justification des choix architecturaux et techniques ;
- les études thermiques ;
- le calcul détaillé du coût prévisionnel des travaux pour chaque corps d'état envisagé ;
- les niveaux d'éclairage naturel par zone (justification qualitative ou quantitative par calcul des Facteurs des Lumières de Jour (FLJ) ;
- les niveaux de confort d'été par zone (justification par simulation thermique dynamique) ;
- calcul d'isolation d'enveloppe et calculs réglementaires RT2020-40% ;
- calcul des consommations : chauffage, ECS, éclairage, autres usages électriques, eau ;
- calcul des émissions polluantes du bâtiment en phase exploitation (selon données ADEME) : CO2 et autres polluants ;
- le phasage détaillé des travaux ;
- la réponse faite aux observations éventuellement formulées lors de la mise au point du marché, et des observations faites lors de l'attribution du marché ;
- les documents nécessaires à la réalisation de la prestation du coordonnateur SPS ;
- une note relative à l'exploitation et à la maintenance mettant en évidence :
  - ☞ la liste et la fréquence des interventions ultérieures normalement prévisibles sur l'ouvrage au titre de :
    - l'entretien et le nettoyage des vitrages ;
    - la maintenance préventive et curative ;
    - les vérifications périodiques réglementaires, au sens du code du travail.
  - ☞ les éléments permettant au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le choix (ou les spécifications) des équipements et des matériaux, en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance. Ces estimations de coût global des opérations d'entretien et de maintenance sont fournies par le titulaire ;
  - ☞ les éléments nécessaires au maître de l'ouvrage pour estimer les coûts d'exploitation et de maintenance relatifs aux consommations énergétiques (rendements globaux des installations, déperdition thermique, etc.) et nettoyage (surfaces, périodicité, accessibilité, etc.). Ces estimations de coût sont fournies par le titulaire ;
  - ☞ les conditions d'exploitation et de maintenance des principaux constituants (matériels et matériaux) ;

Les pièces graphiques comprenant au moins :

- un plan de situation 1/2000<sup>ème</sup> ;
- un plan de masse avec réseaux et dessertes au 1/200<sup>ème</sup> ;
- un plan des VRD au 1/200<sup>ème</sup> avec carnets de détails ;
- l'ensemble des façades au 1/100<sup>ème</sup> ;

- les plans d'ensemble (plans, coupes, sections, élévations, ...) représentant les ouvrages dans leurs sites.
- les plans des divers niveaux aux échelles 1/100<sup>ème</sup> avec l'indication des surfaces
- les plans et coupes significatifs au 1/100<sup>ème</sup> ou 1/50<sup>ème</sup> suivant le cas
- les plans et schémas de principe des principaux équipements CVC, CFO, CFA.
- Maquettage des locaux technique aux 1/50<sup>ème</sup>.
- l'ensemble des plans de niveau avec positionnement et encombrement des principales gaines techniques, notamment gaines techniques palières au 1/100<sup>ème</sup> ;
- les plans des principes constructifs et éléments techniques ainsi que leurs prédimensionnements ;
- les plans de principe d'implantation des appareillages et des principaux réseaux techniques (plomberie, chauffage, ventilation, climatisation, désenfumage, courants fort et faible, etc.) ;
- les plans de certains éléments répétitifs à l'échelle 1/20<sup>ème</sup>
- les plans de phasage ;
- les plans de projet d'installation de chantier réalisé en concertation avec le coordonnateur SPS ;
- le plan masse faisant apparaître les solutions adoptées en matière de végétation, de gestion des EP, de gestion des déchets.

**Le contenu complémentaire des documents à remettre est précisé dans la pièce n° 2.2. Le dossier APD et notamment l'ensemble des CCTP des corps d'état seront visés par le Concepteur Réalisateur.**

Les observations devront être intégrées à la demande du maître d'ouvrage soit :

- au dossier APD, le candidat devra donc réaliser un dossier APD CORRIGE dans le délai fixé à l'article 3 du présent CCAP ;
- soit dans le dossier PRO.

Dans le cas où le dossier APD ne serait pas approuvé du fait d'une faute du titulaire (non-respect des programmes, et des solutions techniques précisées lors de l'étape précédente, non prise en compte des attendus des autorisations administratives, ...), le marché pourra être résilié sans indemnité pour le titulaire.

**L'approbation de l'APD fera l'objet d'une décision du maître d'ouvrage.**

#### 29.1.2.4. Etudes de projet (PRO)

**Les études de projet démarrent immédiatement à compter de l'approbation du maître d'ouvrage de l'APD.**

Les études de projet ont pour objet de :

- vérifier le respect des différentes réglementations ;
- prendre en compte les attendus résultant de l'instruction des autorisations administratives ;
- déterminer toutes les surfaces détaillées du projet ;
- confirmer les choix techniques retenus, notamment en ce qui concerne les installations techniques ;

- permettre au maître de l'ouvrage d'approuver le niveau des prestations au regard des programmes et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
- décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- produire notamment les plans d'implantation des terminaux ;
- préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et énergies et coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;

**Le contenu détaillé des documents à remettre est précisé dans la pièce n° 2.2. Le PRO et notamment l'ensemble des CCTP des corps d'état seront visés par le Concepteur Réalisateur.**

Les observations devront être intégrées à la demande du maître d'ouvrage soit :

- au dossier PRO, le candidat devra donc réaliser un dossier PRO CORRIGE dans le délai fixé à l'article 3 du présent CCAP ;
- soit dans les études d'exécution et de synthèse.

Dans le cas où le dossier PRO ne serait pas approuvé du fait d'une faute du titulaire (non-respect des programmes, et des solutions techniques précisées lors de l'étape précédente, non prise en compte des attendus des autorisations administratives, ...), le marché pourra être résilié sans indemnité pour le titulaire.

**L'approbation du PRO fera l'objet d'une décision du maître d'ouvrage.**

#### 29.1.2.5. Etudes d'exécution

Les études d'exécution ont pour objet :

- a) d'élaborer les schémas fonctionnels, les notes techniques et de calcul qui précèdent et commandent celles des plans d'exécution ;
- b) d'établir tous les plans d'exécution, repérages et spécifications à l'usage du chantier ainsi que les plans de synthèse correspondants ;
- c) d'établir le calendrier détaillé d'exécution des travaux par corps d'état séparé phase par phase.

#### 29.1.2.6. Référence subsidiaire

Le maître de l'ouvrage comme les concepteurs se référeront utilement au décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 et à l'arrêté du 21 décembre 1993 dont les dispositions sont rendues contractuellement applicables au présent marché, sauf pour les obligations des parties contractantes qui sont déjà définies dans le présent CCA.

De façon générale, les plans doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques établies par le groupement, les formes des ouvrages, la nature des parements, les formes des pièces dans tous les éléments et assemblages, les armatures et leur disposition.

### 29.1.3.

Les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence du groupement sont soumis à l'avis de conformité au projet technique détaillé du maître d'ouvrage, celui-ci pouvant demander également la présentation des avant-métrés.

### 29.1.4.

Le groupement ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu l'approbation ou l'avis du maître d'ouvrage et du contrôleur technique sur les documents nécessaires à cette exécution.

## 29.2. Documents fournis par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage ne doit au groupement la fourniture d'aucune prestation d'études ni d'aucun document nécessaire à la conception et à la réalisation de l'ouvrage.

## 29.3. Généralités

Les plans d'exécution des ouvrages avec notes techniques, notes de calcul, études de détail sont à la charge du groupement.

L'ATMO Travaux est chargé d'émettre un avis de conformité au programme qui ne relève pas le groupement de sa responsabilité et ne fait pas échec aux dispositions de l'article 51.2.

Cet avis de conformité est donné nécessairement après la validation des concepteurs du groupement.

Cet avis intervient dans les 21 jours (vingt et un) au plus tard après la date la plus tardive des deux dates suivantes :

- date de la réception des documents par le maître d'ouvrage ;
- date du visa des concepteurs, date portée à la connaissance du maître d'ouvrage par une fiche de visa.

L'examen de conformité programmatique de l'ATMO Travaux des dossiers d'exécutions sera adressé par fichier Excel et non sur le SEDI. Le mandataire du Groupement aura 15 jours calendaires pour lever les observations au travers du fichier Excel remis par l'ATMO Travaux. En cas de retard, le mandataire du Groupement sera sanctionné financièrement.

## 29.4. Élaboration des plans d'exécution

### 29.4.1. Dessins assistés par ordinateur

Les documents de conception et d'exécution (notes de calcul, plans, études de détail) des ouvrages sont élaborés conformément à une charte graphique proposée par le groupement lors de la période de préparation et validée par le maître d'ouvrage.

### 29.4.2. Coordination des études d'exécution

La coordination des études d'exécution est à la charge exclusive du groupement.

Lorsqu'à l'issue du visa du contrôleur technique un document d'exécution fait l'objet de réserves, l'entreprise doit assurer les corrections permettant la levée de ces réserves et diffuser le nouveau document selon le même circuit le document corrigé.

Les concepteurs et le contrôleur technique donnent trois types de visa : document refusé, document approuvé avec réserves, document approuvé sans réserves. Seul ce dernier visa (« sans réserve ») permet à l'entreprise l'émission du plan « bon pour exécution ».

En aucun cas, les plans de synthèse et les plans de concepteurs ne peuvent se substituer aux plans d'exécution.

## 29.5. Plans de synthèse

Le groupement :

- identifie les lacunes ou incompatibilités rencontrées à l'interface des domaines d'intervention des différents corps d'état ;
- identifie les conflits résultant de choix, initialement non concertés, de prestations situées en un même point de l'ouvrage à réaliser ou sur des parties d'ouvrage supposant une cohérence entre différents constituants ;
- attribue sans équivoque la responsabilité des prestations situées à l'interface de plusieurs corps d'état.

Le groupement programme, anime et dirige les réunions de synthèse. Il définit les conditions de protection des biens affectés à la cellule de synthèse. Les comptes rendus de synthèse sont adressés chaque semaine au maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut exiger et obtenir que lui soient communiqués tous les plans et coupes de synthèse du projet qui devront être tenus à disposition sur le chantier en format papier, classé par niveau, zone et type de plan.

## ARTICLE 30 MODIFICATIONS APPORTEES AUX DISPOSITIONS CONTRACTUELLES

Le groupement ne peut, de lui-même, apporter aucun changement aux dispositions techniques des ouvrages résultant du respect des documents contractuels suivants :

- programme technique détaillé de l'opération ;
- dossiers d'études de conception ;
- éléments du dossier d'études d'exécution visé par le maître d'ouvrage .

Seul le maître d'ouvrage peut autoriser, sur demande motivée, de tels changements.

Le refus du maître d'ouvrage d'accepter un changement aux dispositions techniques n'a pas à être motivé.

# ARTICLE 31 INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER

## 31.1. Installation du chantier de l'entreprise

### 31.1.1.

Le mandataire du groupement se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour l'installation de ses chantiers dans la mesure où ceux que le maître de l'ouvrage a mis à sa disposition ne sont pas suffisants.

### 31.1.2.

Le mandataire du groupement supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

### 31.1.3.

Le mandataire du groupement doit faire apposer dans les chantiers et les ateliers une affiche indiquant le maître d'ouvrage pour le compte de qui les travaux sont exécutés, les nom et adresse de l'inspecteur du travail chargé du contrôle de l'établissement ainsi que les numéros d'urgence à appeler en cas d'accident tels que pompier et SAMU.

## 31.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Le mandataire du groupement se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin comme lieu de dépôt des déblais en excédent, en sus des emplacements que le maître de l'ouvrage met éventuellement à sa disposition comme lieux de dépôt définitifs ou provisoires. Il doit soumettre le choix de ces terrains à l'accord préalable du maître d'ouvrage, qui peut refuser l'autorisation ou la subordonner à des dispositions spéciales à prendre, notamment pour l'aménagement des dépôts à y constituer, si des motifs d'intérêt général, comme la sauvegarde de l'environnement, le justifient.

## 31.3. Autorisations administratives

Le groupement fait son affaire de la délivrance au mandataire du groupement des autorisations administratives, telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, les permissions de voirie, le permis de construire et démolir nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché.

Le maître de l'ouvrage peut apporter leur concours au mandataire du groupement pour lui faciliter l'obtention des autres autorisations administratives dont il aurait besoin, notamment pour disposer des emplacements nécessaires à l'installation du chantier et au dépôt des déblais.

## 31.4. Sécurité et hygiène du chantier



#### 31.4.1.

Le mandataire du groupement doit prendre sur le chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Il assure notamment l'éclairage et le gardiennage de ses chantiers, ainsi que leur signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également l'édification et l'entretien de la clôture de chantier.

Le gardiennage de chantier doit être suffisant pour que :

- les fournitures, matériaux et matériels entreposés ne soient pas soustraits en cours de chantier;
- lors des opérations préalables à la réception, les zones déjà visitées soient gardées de façon continue afin qu'elles ne soient pas dégradées.

Le gardiennage de chantier est laissé à l'appréciation du groupement qui reste responsable de ses ouvrages jusqu'au prononcé de la réception.

Le groupement doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié ; ils doivent être éclairés et au besoin, gardés.

#### 31.4.2.

Le mandataire du groupement doit prendre les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel, notamment par l'établissement des réseaux de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement indépendants des réseaux du maître de l'ouvrage.

#### 31.4.3.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus et par le SPS dans le cadre du PGC et tout au long de la réalisation sont à la charge du mandataire du groupement.

#### 31.4.4.

En cas d'inobservation par le mandataire du groupement des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'ouvrage peut prendre aux frais du mandataire du groupement les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ne dégage pas la responsabilité du mandataire du groupement.

### 31.5. Signalisation des chantiers

Lorsque les travaux intéressent la circulation, la signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière ; elle est réalisée, sous le contrôle des services compétents, par le titulaire, ce dernier ayant à sa charge la fourniture et la mise en place des panneaux et des dispositifs de signalisation, et sans préjudice de l'application de l'article 31.4.4.

Si l'exécution des travaux entraîne la déviation de la circulation sur le domaine public, le titulaire a la charge, dans les mêmes conditions, de la mise en place et de l'entretien de la signalisation aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et de la signalisation des itinéraires déviés.

La police de la circulation aux abords des chantiers ou aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et le long des itinéraires déviés incombe aux services compétents.

## 31.6. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

### 31.6.1.

Le mandataire du groupement doit conduire les travaux de manière à maintenir dans des conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes, ainsi que l'écoulement des eaux.

En cas d'inobservation par le mandataire du groupement des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'ouvrage peut prendre aux frais du mandataire du groupement les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

## 31.7. Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés

Sans préjudice de l'application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lorsque les travaux sont exécutés à proximité de lieux habités ou fréquentés, ou méritant une protection au titre de la sauvegarde de l'environnement, le mandataire du groupement doit prendre à ses frais et risques les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées, les poussières.

## 31.8. Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité des câbles ou ouvrages souterrains de télécommunications

Lorsque le piquetage spécial prévu à l'article 27.3 concerne des câbles ou ouvrages souterrains de télécommunications, le mandataire du groupement doit, dix jours au moins avant l'ouverture des fouilles, prévenir le service qui est indiqué dans le procès-verbal de piquetage comme étant compétent pour le câble ou l'ouvrage concerné.

## 31.9. Démolition de constructions

Le mandataire du groupement ne peut démolir les constructions situées dans les emprises des chantiers qu'après en avoir fait la demande au maître d'ouvrage huit jours à l'avance, le défaut de réponse dans ce délai valant autorisation du maître de l'ouvrage. Cette approbation ne vaut pas autorisation d'urbanisme.

## 31.10. Emploi des explosifs

L'emploi d'explosifs est interdit sur le chantier, sauf dérogation expresse du maître de l'ouvrage.

### 31.11. Installation des chantiers de l'entreprise

L'installation de chantier de l'entreprise sera installée sur la parcelle réservée au projet dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution de la phase réalisation, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels.

### 31.12. Organisation de la cellule de synthèse

Une cellule de synthèse sera mise en place dès la date de l'ordre de service de démarrer les travaux, ou ce qui en tient lieu.

Dès le démarrage de la phase travaux, des réunions de synthèse seront tenues régulièrement à jour et heure fixe. Le maître d'ouvrage peut, s'il le désire assister aux réunions de synthèse. Les observations éventuelles devront être notées aux comptes rendus de réunion.

### 31.13. Armoire à plans, système d'échange de données informatiques (SEDI)

Le groupement est tenu de mettre en œuvre, dès la notification du marché, un système d'échange de données informatiques qui permettra d'échanger avec une garantie de traçabilité :

- les plans établis par l'architecte et les bureaux d'études membres du groupement à toutes les phases ;
- en phase travaux : les plans avant synthèse par corps d'état, les plans de synthèse, les plans d'exécution ;
- les dates et nature des visas donnés par les concepteurs ;
- les comptes rendus de réunion.

Ce système d'échanges devra permettre possibilité de visualiser les plans directement via un viewer intégré, sans devoir les télécharger au préalable.

Le maître d'ouvrage doit pouvoir avoir un accès illimité aux documents contenus dans cette armoire à plan : le groupement lui donnera dès la mise en place de ce système les login et mot de passe nécessaires. Les frais éventuels de formation du personnel du maître d'ouvrage à l'utilisation de ce système sont à la charge du mandataire du groupement.

Par dérogation au présent article, tous les documents doivent être remis au format papier au bureau de contrôle et le SPS.

La mise en place de ce SEDI ne dispense pas le groupement de fournir au format papier des documents d'étude et de certains documents en phase travaux à la demande du maître de l'ouvrage.

## ARTICLE 32 ENGINS EXPLOSIFS DE GUERRE

sans objet

## ARTICLE 33 MATERIAUX, OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LES CHANTIERS

### 33.1.

Le mandataire du groupement n'a aucun droit sur les matériaux et objets de toute nature trouvés sur les chantiers en cours de travaux, notamment dans les fouilles ou dans les démolitions, mais il a droit à être indemnisé si le maître d'ouvrage lui demande de les extraire ou de les conserver avec des soins particuliers.

### 33.2.

Lorsque les travaux mettent au jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, le mandataire du groupement doit le signaler au maître d'ouvrage et faire la déclaration réglementaire au maire de la commune sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite.

Sans préjudice des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, le mandataire du groupement ne doit pas déplacer ces objets ou vestiges sans autorisation du maître de l'ouvrage. Il doit mettre en lieu sûr ceux qui auraient été détachés fortuitement du sol.

### 33.3.

Sans préjudice des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, lorsque les travaux mettent au jour des restes humains, le mandataire du groupement en informe immédiatement le maire de la commune sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite et en rend compte au maître d'ouvrage.

### 33.4.

Dans les cas prévus aux articles 32.2 et 32.3, le mandataire du groupement a droit à être indemnisé des dépenses justifiées entraînées par ces découvertes.

## ARTICLE 34 DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES ET PRIVEES

### 34.1.

Si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques et internes au CH par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge financière est prise par le mandataire du groupement.

### 34.2.

Toutefois, si les pièces écrites stipulent pour ces transports ou ces circulations des dispositions telles que des itinéraires obligatoires, des limitations de charge ou de vitesse, des périodes d'interdiction, et si le mandataire du groupement ne se conforme pas entièrement à ces stipulations, il supporte seul la charge des contributions ou réparations.

### 34.3.

De même, si ces transports ou ces circulations sont faits en infraction aux prescriptions du code de la route ou des arrêtés ou décision pris par les autorités compétentes, intéressant la conservation des voies publiques, le mandataire du groupement supporte seul la charge des contributions ou réparations.

Si, postérieurement au premier jour du mois au cours duquel les prix sont réputés avoir été établis, les conditions d'usage des voies publiques intéressées par ces transports ou ces circulations sont modifiées par un acte réglementaire, et si le mandataire du groupement estime que ces modifications lui portent un préjudice imprévu, il doit sans délai, sous peine de ne pouvoir, s'il y a lieu, obtenir réparation de ce préjudice, en présenter l'observation écrite et motivée au maître d'ouvrage.

Pour l'application des deux précédents alinéas les arrêtés prescrivant la mise en place de barrières de dégel ne peuvent être invoqués.

## ARTICLE 35 DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION, DE- CHETS DE CHANTIER

Le mandataire du groupement a, à l'égard du maître de l'ouvrage, la responsabilité pécuniaire des dommages aux personnes et aux biens causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution, sauf s'il établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service, ou sauf si le maître de l'ouvrage, poursuivi par le tiers victime de tels dommages, a été condamné sans avoir appelé le mandataire du groupement en garantie devant la juridiction saisie.

Les stipulations de l'alinéa précédent ne font pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 34.

### 35.1. Principes généraux

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est à la charge du groupement.

De même, le groupement doit l'évacuation et le traitement de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. S'il doit être recouru à la mise en décharge contrôlée, les frais incombent au groupement.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information qu'il juge utile pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

## 35.2. Contrôle et suivi des déchets de chantier

Afin que le maître de l'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2.

# ARTICLE 36 MESURES D'EVICITION A L'ENCONTRE DU PERSONNEL

Pour insubordination, incapacité, défaut de probité, conduite dangereuse sur le chantier, alcoolisme, le maître d'ouvrage a le droit d'exiger et d'obtenir du mandataire du groupement qu'il retire des chantiers, ateliers ou bureaux, toute personne qu'il emploie.

# ARTICLE 37 ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI

## 37.1.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le mandataire du groupement procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

## 37.2.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le maître de l'ouvrage, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit à la décharge publique, aux frais et risques du mandataire du groupement, ou être vendus aux enchères publiques.

## 37.3. Vente aux enchères

En cas de vente aux enchères, le produit de la vente est versé, au nom du mandataire du groupement, à la caisse des dépôts et consignations, déduction faite des frais mentionnés à l'article 37.2

# ARTICLE 38 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES

## 38.1. Essais et contrôles prévus dans le marché

Les essais et contrôles des ouvrages définis au chapitre « essais et mise en service » des prescriptions générales communes du PTD sont à la charge du mandataire du groupement.

Le maître d'ouvrage peut prescrire l'exécution d'essais ou contrôles en sus de ceux prévus par l'entreprise :

- si ces essais ou contrôles mettent en évidence une non conformité de la prestation aux dispositions du marché, ils sont à la charge du mandataire du groupement ;
- si ces essais ou contrôles ne mettent pas en évidence une non conformité de la prestation aux dispositions du marché, ils ne sont pas à la charge du mandataire du groupement.

# ARTICLE 39 VICES DE CONSTRUCTION

## 39.1. Présomption de vice

Lorsque le maître d'ouvrage présume qu'il existe un vice de construction dans un ouvrage, il peut, jusqu'à l'expiration du délai de garantie, prescrire par ordre de service les mesures de nature à permettre de déceler ce vice. Ces mesures peuvent comprendre, le cas échéant, la démolition partielle ou totale de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut également exécuter ces mesures lui-même ou les faire exécuter par un tiers, mais les opérations doivent être faites en présence du mandataire du groupement ou lui dûment convoqué.

## 39.2. Résultat des investigations

Si un vice de construction est constaté, les dépenses correspondant au rétablissement de l'intégrité de l'ouvrage ou à sa mise en conformité avec les règles de l'art et les stipulations du marché, ainsi que les dépenses résultant des opérations éventuelles ayant permis de mettre le vice en évidence, sont à la charge du mandataire du groupement sans préjudice de l'indemnité à laquelle le maître de l'ouvrage peut alors prétendre.

Si aucun vice de construction n'est constaté, le mandataire du groupement est remboursé des dépenses définies à l'alinéa précédent, s'il les a supportées.

## ARTICLE 40 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

### 40.1. Contenu des DOE

Le dossier des ouvrages exécutés sera détaillé, et représentera l'ensemble des ouvrages.

### 40.2. Date limite de remise des DOE et des éléments du DIUO

Le groupement remet les documents constituant le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et ceux nécessaires au Coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO) **au plus tard** lorsqu'il demande la réception selon les formes de l'article 41.1.

### 40.3. Forme des documents graphiques et écrits du DOE

Les pièces graphiques sont remises sur CD-R ou clé USB ou format DWG 2015 et pdf ainsi que sous la forme de 2 exemplaires papiers. Les notices sont remises sur CD-R ou clé USB au format pdf et en 2 exemplaires papiers sous réserve des dispositions ci-après.

En fin de travaux, le groupement est tenu de fournir son dossier de récolement qui comprendra :

- plans informatisés gravés sur CD-R ou sur clé USB en trois exemplaires (3),
- 2 séries de tous les plans et schémas des installations conformes aux installations exécutées,
- 2 séries de nomenclature de tout le matériel installé avec fiches techniques,
- 2 exemplaires des notices d'entretien et de conduite des installations, avec les schémas renseignés, des adresses des fournisseurs, numéros de téléphone,
- 2 exemplaires des dossiers ouvrages exécutés (DOE).

Les nombres d'exemplaires définis ci-dessus concernent les documents finaux. Au préalable le groupement devra fournir deux (2) exemplaires « papier » de ces documents au maître d'ouvrage pour approbation avant diffusion des documents définitifs.

La diffusion des documents définitifs sera assurée par le groupement qui répartira les 2 exemplaires comme suit :

- 1 pour le maître de l'ouvrage ;
- 1 pour le bureau de contrôle.

## ARTICLE 41 RECEPTION

### 41.1.

Le groupement avise le maître de l'ouvrage, par écrit, de la date à laquelle il estime que l'ensemble des travaux de l'opération ont été achevés ou le seront.



La notion d'achèvement des travaux doit être interprétée strictement. En conséquence, l'ouvrage ne peut être considéré en état d'être reçu que si **l'ensemble des travaux, sans exception**, est terminé.

Par ailleurs, et conformément au PTD, la mise à jour de la SED, prenant en compte les matériaux, matériels et techniques de pose mis en œuvre sur le chantier est un document indispensable au démarrage des OPR.

Sans la réception de ce document, conforme aux exigences performanciennes, les OPR ne peuvent débuter et des pénalités de retard spéciales s'appliquent.

Si les travaux sont effectivement achevés, le maître d'ouvrage procède, le mandataire du groupement ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages en présence des membres du groupement.

Le démarrage des opérations préalables à la réception commence au plus tard 20 jours après de la date à laquelle le groupement estime que l'ensemble des travaux de l'opération ont été achevés ou le seront. Les opérations préalables à la réception se poursuivent pendant les horaires habituels de travail des jours ouvrés, et ce jusqu'à leur fin.

En cas d'absence du groupement à ces opérations, il en est fait mention audit procès-verbal et ce procès-verbal lui est alors notifié.

## 41.2. Opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues initialement au marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;

Ces essais doivent être réalisés avant le début des opérations préalables à la réception et le résultat de ces derniers transmis au moins quinze jours avant le début des OPR au maître d'ouvrage.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ, par le maître d'ouvrage et signé par lui et par le groupement; si ce dernier refuse de signer, il en est fait mention.

Dans le délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, le maître d'ouvrage fait connaître au groupement s'il a ou non proposé au maître de l'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

## 41.3. Réception

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, le maître de l'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves.

S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au mandataire du groupement dans les quarante-cinq jours suivant la date du procès-verbal.

A défaut de décision du maître de l'ouvrage notifiée dans le délai précisé ci-dessus, les propositions du maître d'ouvrage sont considérées comme acceptées.

La réception, si elle est prononcée ou réputée comme telle, prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Elle devient définitive une fois la levée des réserves effectuées.

#### 41.4.

Dans le cas où certaines épreuves doivent être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou à certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves.

La liste de ces épreuves est notée dans la liste des réserves jointes à la décision de réception.

Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie défini à l'article 44.1 ne sont pas concluantes, la réception est rapportée (annulée).

#### 41.5.

S'il apparaît que certaines prestations prévues au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître de l'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le mandataire du groupement s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas trois mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

#### 41.6. Levée des réserves.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le mandataire du groupement doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître de l'ouvrage ou, en l'absence d'un tel délai, 20 jours après la date de notification de la décision de réception.

Si à l'issue de ce délai, les réserves ne sont pas totalement levées, le maître de l'ouvrage peut rapporter la décision de réception. Dans ce cas le groupement est tenu de recommencer le processus en avisant le maître de l'ouvrage, par écrit, de la date à laquelle il estime que l'ensemble des travaux de l'opération ont été achevés ou le seront.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut également choisir de les faire exécuter aux frais et risques du mandataire du groupement après mise en demeure restée sans effet ou d'appliquer une réfaction.

#### 41.7. Réfaction.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrage ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la

sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître de l'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au mandataire du groupement une réfaction sur les prix.

Si le mandataire du groupement accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le mandataire du groupement demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

#### 41.8. Toute prise de possession des ouvrages par le maître de l'ouvrage doit être précédée de leur réception.

Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

#### 41.9. Constat d'achèvement (disposition facultative)

Avant l'achèvement de l'ensemble des travaux de l'ensemble de l'opération et sur demande du titulaire du marché, le maître d'ouvrage procède au constat d'achèvement des travaux réalisés au titre de ce marché.

Ce constat, délivré par ordre de service et assorti éventuellement de réserves, ne vaut pas réception ; il a seulement pour effet d'attester du respect du délai contractuel d'exécution tel qu'il est défini à l'acte d'engagement ou d'interrompre, le cas échéant, la procédure d'application des pénalités ou retenues.

## ARTICLE 42 RECEPTIONS PARTIELLES

Une réception partielle pourra être prononcée pour les ouvrages dont le maître de l'ouvrage désire prendre possession anticipée.

La réception partielle constitue le point de départ de la période de parfait achèvement et de la garantie de décennale des ouvrages réceptionnés.

Dans tous les cas, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux, la notification de la dernière décision de réception partielle faisant courir le délai prévu relatif à la demande de paiement final.

Dans tous les cas également, les stipulations générales relatives à la libération des sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

# ARTICLE 43 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

## 43.1.

Le présent article s'applique lorsque le marché, ou un ordre de service, prescrit au mandataire du groupement de mettre, pendant une certaine période, certains ouvrages, ou certaines parties d'ouvrages, non encore achevés, à la disposition du maître de l'ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché.

Cette procédure est notamment utilisée par le maître de l'ouvrage pour permettre aux équipements d'être installés lorsqu'ils ne sont pas décrits dans le présent marché.

De manière générale, l'entrepreneur prévoit que l'ensemble des éléments d'équipements sont susceptibles de faire l'objet pour leur installation d'une mise à disposition.

## 43.2.

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou partie d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le maître d'ouvrage et le mandataire du groupement.

Le mandataire du groupement a le droit de suivre les travaux non compris dans son marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition du maître de l'ouvrage. Il peut faire des réserves s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou que lesdits travaux risquent de détériorer les locaux réalisés. Ces réserves doivent être motivées par écrit et adressées au maître d'ouvrage.

Pendant la période de mise à disposition, l'entrepreneur laisse un accès dégagé et propre aux locaux faisant l'objet d'une telle mise à disposition. Des contraintes liées aux équipements lors de leurs essais peuvent être imposées à l'entrepreneur sans que ce dernier ne puisse élever une quelconque réclamation (exemple : pas de vibration à proximité pendant un temps limité).

Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

Les entreprises missionnées par le maître de l'ouvrage ne participent pas aux frais généraux du chantier.

## 43.3.

Sous réserve des conséquences des malfaçons qui lui sont imputables, le mandataire du groupement n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant toute la durée où ils sont mis à la disposition du maître de l'ouvrage.

# ARTICLE 44 GARANTIES CONTRACTUELLES

## 44.1. Délai de garantie :

### 44.1.1. Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est dit à l'article 44.2, de 12 mois à compter de la date d'effet de la réception. Le maître de l'ouvrage souhaite, suite à la réception, avoir une visibilité sur les bâtiments durant une saison de chauffe complète.

Pendant le délai de garantie, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour lui de l'application de l'article 41.4, le mandataire du groupement est tenu à une obligation dite « obligation de parfait achèvement » au titre de laquelle il doit :

- a) exécuter les travaux et prestations éventuels de finition ou de reprise prévus aux articles 41.5 et 41.6 ;
- b) remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées ;
- d) remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages exécutés modifiés et conformes à l'exécution dans les conditions précisées à l'article 40.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le maître de l'ouvrage ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b) et c) ci-dessus ne sont à la charge du mandataire du groupement que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, le mandataire du groupement est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception de celles qui sont mentionnées à l'article 44.3 ; les sûretés éventuellement constituées sont libérées.

### 44.1.2. Garantie biennale.

Les éléments d'équipement de l'ouvrage font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée minimale de deux ans à compter de leur réception.

## 44.2. Prolongation du délai de garantie :

Si, à l'expiration du délai de garantie, le mandataire du groupement n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 44.1 ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39, le délai de garantie peut être prolongé par décision du maître de l'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le mandataire du groupement ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6.

Le nouveau délai de garantie ainsi déterminé concerne la totalité des travaux, que ceux-ci aient fait l'objet de réserves ou non.

### 44.3. Garanties particulières :

Les stipulations qui précèdent ne font pas obstacle à ce que le C.C.T.G. définisse, pour certains ouvrages ou certaines catégories de travaux, des garanties particulières s'étendant au-delà du délai de garantie fixé au 1 du présent article.

L'existence de ces garanties particulières n'a pas pour effet de retarder la libération des sûretés au-delà de l'expiration du délai de garantie.

#### 44.3.1. Garantie particulière pour matériau de type nouveau.

Si le mandataire du groupement utilise des matériaux de type nouveau, c'est-à-dire dont, soit la mise en œuvre n'est pas définie dans un D.T.U., soit les caractéristiques ne correspondent pas à une norme, et si la prestation ne fait pas l'objet d'une garantie particulière au titre des alinéas précédents, le mandataire du groupement garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du matériau, dans les mêmes conditions de durée que celles qui s'appliquent au type d'ouvrage réalisé avec ce procédé ou produit nouveau. Cette durée est décomptée à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie engage le mandataire du groupement, dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du matériau ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage.

#### 44.3.2. Garantie particulière clos couvert

L'entreprise garantit la tenue des matériaux concernant le clos et le couvert pendant une période de 10 ans.

Cette garantie engage l'entrepreneur, dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisantes, à les remplacer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, par les matériaux et fournitures désignés par le maître d'ouvrage.

#### 44.3.3. Garantie particulière des peintures sur béton, maçonnerie, enduits et serrurerie :

L'entrepreneur garantit l'aspect et la bonne tenue, pendant un délai de 10 ans à partir de la date de réception des travaux, des peintures appliquées sur les parties suivantes :

Gardes corps métallique, serrurerie métallique, poteaux métallique, béton brut lazuré, béton enduit avec vernis anti-graffiti, façades.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou à faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

#### 44.3.4. Garantie particulière d'étanchéité

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité des parties suivantes :

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité des toitures terrasses pendant un délai de 10 ans à partir de la date de réception des ouvrages.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le C.C.T.P.

#### 44.3.5. Garantie particulière des systèmes de protection sur bois

Le titulaire garantit l'aspect et la bonne tenue du système de protection (peinture, vernis,...) appliqué sur tous ouvrages en bois.

##### Ouvrages bois :

10 ans de garantie sur la géométrie et les caractéristiques mécaniques de tous ouvrages en bois.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le C.C.T.P.

#### 44.3.6. Garantie particulière des serrures

L'entrepreneur garanti le bon fonctionnement des serrures de l'établissement pendant 10 ans à compter de la date de la réception des travaux.

Cette garantie engage l'entrepreneur pendant le délai fixé ci-dessus, à effectuer ou à faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou remplacements nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le C.C.T.P.

#### 44.3.7. Garantie particulière des VRD

Intervention sur tous réseaux défectueux sous 24 heures ouvrables pendant l'année de parfait achèvement.

#### 44.3.8. Garantie particulière de quincaillerie

La quincaillerie destinée au ferrage des menuiseries de toute nature sera garantie 3 ans.

#### 44.3.9. Garantie particulière des panneaux solaires

L'entrepreneur garanti le bon fonctionnement des panneaux solaires pendant 5 ans à compter de la date de la réception des travaux.

#### 44.3.10. Garantie particulière des chaudières

Sans objet.

#### 44.3.11. Garantie particulière plomberie

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage les ouvrages de plomberie pendant les délais indiqués ci-après :

Chaque-eau garantie 3 ans, ballon de production d'eau chaude garantie 10 ans, les radiateurs garantie d'usine 8 ans, les générateurs en aciers garantie 10 ans.

Pour chacune de ces garanties, l'entrepreneur devra être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

#### 44.4. Garanties liées aux objectifs de performance :

Le Titulaire est tenu d'atteindre des objectifs performanciels qui sont décrits dans le programme technique détaillé :

- objectif minimum de réduction de la consommation globale d'énergie (exprimée en énergie finale) de 40% (cf. PTD) ;
- objectifs de performances énergétiques sur (cf. PTD)
- objectifs de performances environnementales :
  - o renouvellement d'air
  - o confort d'été

Pour chacun des objectifs ci-dessus énoncés, il est prévu d'enregistrer les consommations sur une durée de 30 mois et de les comparer aux engagements résultant du marché et des calculs du Titulaire.

En cas de non atteinte de ces objectifs, que ce soit globalement ou individuellement, le Titulaire remettra au maître d'ouvrage un rapport expliquant les causes de cette non atteinte.

Ce rapport devra parvenir au maître d'ouvrage 32 mois après la date d'effet de la réception des travaux (2 mois après la période d'enregistrement de 30 mois).

Le maître d'ouvrage disposera d'un délai d'un mois pour accepter ou contester les termes de ce rapport.

En cas de contestation, le maître d'ouvrage et le Titulaire choisiront dans un délai d'un mois chacun un expert inscrit sur la liste des experts judiciaires de la cour d'appel de Grenoble ou de Lyon ou de la Cour de cassation avec pour mission de déterminer les causes de cette non-atteinte.

Les deux experts remettront chacun leur rapport d'expertise privée dans un délai de six mois après leur saisine.

L'absence de saisine par l'une des parties d'un expert vaut acquiescement des conclusions du rapport remis par l'expert choisi par l'autre partie.

Au vu de ces deux rapports, le Titulaire devra reprendre à ses frais les parties d'ouvrage afin d'atteindre les objectifs ouvrant une nouvelle période d'enregistrement de 30 mois à compter de la fin des travaux de reprise.

Le processus décrit à l'alinéa précédent sera reconduit jusqu'à l'atteinte complète des objectifs.

La garantie cessera soit par l'atteinte au bout d'une période d'enregistrement de 30 mois de tous les objectifs, soit par l'expiration d'un délai de dix années après la date d'effet de la réception des travaux.



# ARTICLE 45 RESPONSABILITES RESULTANT DES PRINCIPES DONT S'INSPIRENT LES ARTICLES 1792 ET SUIVANTS DU CODE CIVIL

Le point de départ des responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil est fixé à la date d'effet de la réception (partielle ou finale)

## ARTICLE 46 RESILIATION DU MARCHE NON MOTIVEE PAR UNE FAUTE.

### 46.1.

Il peut être mis fin à l'exécution des travaux faisant l'objet du marché, avant l'achèvement de ceux-ci, par une décision de résiliation du marché qui en fixe la date d'effet.

Le règlement du marché est fait alors selon les modalités prévues aux articles 13.3 et 13.4, sous réserve des autres stipulations du présent article.

Sauf dans les cas de résiliation prévus aux articles 47 et 49, le mandataire du groupement a droit à être indemnisé, s'il y a lieu, du préjudice qu'il subit du fait de cette décision. Il doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de quarante-cinq jours compté à partir de la notification du décompte général. Le montant du préjudice subi et du bénéfice escompté et de toute autre demande de l'entreprise visant aux mêmes fins d'indemnisation est plafonné forfaitairement à 3% du montant des prestations restant à réaliser.

### 46.2.

En cas de résiliation, il est procédé, le mandataire du groupement ou ses ayants droit, tuteur, curateur ou syndic, dûment convoqués, aux constatations relatives aux ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés, ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier. Il est dressé procès-verbal de ces opérations.

L'établissement de ce procès-verbal emporte réception des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, avec effet de la date d'effet de la résiliation, tant pour le point de départ du délai de garantie défini à l'article 44 que pour le point de départ du délai prévu pour le règlement final du marché à l'article 13.3.2.

### 46.3.

Dans les dix jours suivant la date de ce procès-verbal, le maître de l'ouvrage fixe les mesures qui doivent être prises avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés. Ces mesures peuvent comporter la démolition de certaines parties d'ouvrages.

A défaut d'exécution de ces mesures par le mandataire du groupement dans le délai imparti par le maître de l'ouvrage, le maître d'ouvrage les fait exécuter d'office.

Sauf dans les cas de résiliation prévus aux articles 47 et 49, ces mesures ne sont pas à la charge du mandataire du groupement.

#### 46.4.

Le maître de l'ouvrage dispose du droit de racheter, en totalité ou en partie :

- les ouvrages provisoires utiles à l'exécution du marché ;
- les matériaux approvisionnés, dans la limite où il en a besoin pour le chantier.

Il dispose, en outre, pour la poursuite des travaux, du droit, soit de racheter, soit de conserver à sa disposition le matériel spécialement construit pour l'exécution du marché

En cas d'application des deux alinéas précédents, le prix de rachat des ouvrages provisoires et du matériel est égal à la partie non amortie de leur valeur. Si le matériel est maintenu à disposition, son prix de location est déterminé en fonction de la partie non amortie de sa valeur.

Les matériaux approvisionnés sont rachetés aux prix du marché ou, à défaut, à ceux qui résultent de l'application de l'article 14.

#### 46.5.

Le mandataire du groupement est tenu d'évacuer les lieux dans le délai qui est fixé par le maître d'ouvrage.

## ARTICLE 47 DECES, INCAPACITE, REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

#### 47.1.

En cas de décès ou d'incapacité civile du mandataire du groupement, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le maître de l'ouvrage accepte la continuation du marché par les ayants droit ou le curateur.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile.

Elle n'ouvre droit, pour le mandataire du groupement ou ses ayants droit, à aucune indemnité.

#### 47.2.

En cas d'incapacité physique, manifeste et durable, du mandataire du groupement, le marché peut être résilié sans que le mandataire du groupement puisse prétendre à indemnité.

#### 47.3.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues par la loi n° 85-98 du 25 Janvier 1985 modifiée.

#### 47.4.

Dans les cas de résiliation prévus au présent article, pour l'application des stipulations des articles précédents, les ayants droit, le tuteur ou le curateur, l'administrateur ou le liquidateur, le cas échéant, sont substitués au mandataire du groupement.

## ARTICLE 48 AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX

#### 48.1.

L'ajournement des travaux peut être décidé. Il est alors procédé, suivant les modalités indiquées à l'article 12, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

Le mandataire du groupement qui conserve la garde du chantier a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde et du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de l'ajournement dans les conditions de l'article 19.4.

Une indemnité d'attente de reprise des travaux peut être fixée dans les mêmes conditions que les prix nouveaux, suivant les modalités prévues à l'article 14.

#### 48.2.

Si, par suite d'un ajournement ou de plusieurs ajournements successifs, les travaux ont été interrompus pendant plus d'une année, le mandataire du groupement a le droit d'obtenir la résiliation du marché, sauf si, informé par écrit d'une durée d'ajournement conduisant au dépassement de la durée d'un an indiquée ci-dessus, il n'a pas, dans un délai de quinze jours, demandé la résiliation.

#### 48.3.

Au cas où trois acomptes mensuels successifs n'auraient pas été mandatés, le mandataire du groupement, trente jours après la date limite fixée à l'article 13.2.2 pour le mandatement du troisième de ces acomptes, peut, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au maître de l'ouvrage, prévenir le maître de l'ouvrage de son intention d'interrompre les travaux au terme d'un délai d'un mois.

Si, dans ce délai, il n'a pas été notifié au mandataire du groupement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une décision ordonnant la poursuite des travaux, le mandataire du groupement peut les interrompre.

Au cas où la poursuite des travaux a été ordonnée et sans préjudice du droit éventuel du mandataire du groupement à indemnité compensatoire, les intérêts qui lui sont dus par suite du retard dans le mandatement des acomptes mensuels sont majorés de 50 p. 100 à compter de la date de réception de la lettre recommandée mentionnée au premier alinéa du présent paragraphe.

Au cas où le mandataire du groupement a régulièrement interrompu les travaux en vertu des stipulations combinées des deux premiers alinéas de l'article 48.3, les délais d'exécution sont de plein droit prolongés du nombre de jours de calendrier compris entre la date de l'interruption et celle du mandatement des deux premiers acomptes en retard. Si le mandatement des deux premiers au moins des acomptes en retard n'est pas intervenu dans le délai d'une année après l'interruption effective des travaux, le mandataire du groupement a le droit de ne pas les reprendre et d'obtenir la résiliation de son marché aux torts du maître de l'ouvrage.

## ARTICLE 49 MESURES COERCITIVES

### 49.1.

A l'exception du cas prévu à l'article 15.2.2 lorsque le mandataire du groupement ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le maître de l'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, sauf en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

### 49.2.

Si le mandataire du groupement n'a pas déféré à la mise en demeure, une exécution à ses frais et risques peut être ordonnée ou la résiliation du marché peut être décidée.

### 49.3.

Pour l'exécution aux frais et risques, laquelle peut n'être que partielle, il est procédé, le mandataire du groupement étant présent ou ayant été dûment appelé, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants, ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du mandataire du groupement et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux poursuivis en régie.

Le mandataire du groupement peut être relevé de cette exécution, s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

### 49.4.

La résiliation du marché décidée en application des articles 49.2 et 49.3 peut être soit simple, soit aux frais et risques du mandataire du groupement.

Dans les deux cas, les mesures prises en application de l'article 46.3 sont à sa charge.

En cas de résiliation aux frais et risques du mandataire du groupement, il est passé un marché avec un autre entrepreneur pour l'achèvement des travaux. Ce marché est conclu après appel d'offres avec publicité préalable. Par exception aux dispositions de l'article 13.4.2, le décompte général du marché résilié ne sera notifié au groupement qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux.

## 49.5.

Le mandataire du groupement, dont une partie des travaux est exécutée aux frais et risques, est autorisé à en suivre l'exécution sans pouvoir entraver les ordres du maître d'ouvrage et de ses représentants.

Il en est de même en cas de nouveau marché passé à ses frais et risques.

## 49.6.

Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché sont à la charge du mandataire du groupement. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Dans le cas d'une diminution des dépenses, le mandataire du groupement ne peut en bénéficier, même partiellement.

## 49.7.

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, les dispositions particulières ci-après sont applicables :

1. Si l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent pour l'exécution du lot de travaux dont il est chargé, le maître de l'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire suivant les modalités définies au 1 du présent article, la décision étant adressée au mandataire.

La mise en demeure produit effet, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse à l'égard du mandataire. Le mandataire est tenu de se substituer au membre défaillant du groupement pour l'exécution des travaux dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti à ce membre, si ce dernier n'a pas déferé à la mise en demeure.

A défaut, les mesures coercitives prévues à l'article 49.2 peuvent être appliquées au mandataire du groupement défaillant comme à l'entreprise ;

2. Si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordinateur des autres entrepreneurs, il est mis en demeure d'y satisfaire suivant les modalités définies au 1 du présent article.

Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître de l'ouvrage invite les entrepreneurs conjoints à désigner un autre mandataire dans le délai d'un mois ; le nouveau mandataire, une fois agréé, est alors substitué à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Faute de cette désignation, le maître de l'ouvrage choisit une personne physique ou morale solidaire des autres entrepreneurs et supporte les dépenses d'intervention du nouveau coordonnateur.

## 49.8. Résiliation pour faute du titulaire.

### 49.8.1.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute grave du titulaire notamment dans les cas suivants :

- a) le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) le titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements ;
- c) le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 48, ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'ouvrage , et si le titulaire n'a pas été autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux ; dans ce cas, la résiliation du marché décidée peut être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire et, dans ce dernier cas, les dispositions des articles 48.4 à 48.7 s'appliquent ;
- d) le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 ;
- e) le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 4.3 ;
- f) le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 46.1, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- g) le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 51.1 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- h) le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- i) le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel, et à la sécurité, conformément à l'article 7 ;
- j) postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- k) postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.
- l) le groupement a modifié, sans respecter la procédure décrite à l'article 51.3 des éléments touchant à l'un des domaines suivants :
  - o la liste et les caractéristiques du matériel données à l'appel d'offres ;
  - o les fonctionnalités du bâtiment en particulier les surfaces utiles des locaux ;
  - o les installations techniques.

#### 49.8.2.

Sauf dans les cas prévus aux f), h), j) et k) du 49.8.1 ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le représentant du pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

#### 49.8.3.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

## ARTICLE 50 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES.

Le maître de l'ouvrage et le mandataire du groupement s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

### 50.1. Mémoire en réclamation.

#### 50.1.1.

Si un différend survient entre le maître d'ouvrage et le mandataire du groupement, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, ou entre le mandataire du groupement et le maître de l'ouvrage, le mandataire du groupement rédige un mémoire en réclamation.

Dans son mémoire en réclamation, le mandataire du groupement expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. Il transmet son mémoire au maître de l'ouvrage.

Si la réclamation porte sur le décompte général du marché, ce mémoire est transmis dans le délai de quarante-cinq jours à compter de la notification du décompte général.

Le mémoire reprend, sous peine de forclusion, les réclamations formulées antérieurement à la notification du décompte général et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif.

#### 50.1.2.

Le maître de l'ouvrage notifie au mandataire du groupement sa décision motivée dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

#### 50.1.3.

L'absence de notification d'une décision dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du mandataire du groupement.

### 50.2.

Lorsque le maître de l'ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du mandataire du groupement, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées aux articles 50.3 à 50.6.

### 50.3. Procédure contentieuse

#### 50.3.1.

A l'issue de la procédure décrite à l'article 50.1, si le mandataire du groupement saisit le tribunal administratif compétent, il ne peut porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans les mémoires en réclamation.

#### 50.3.2.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général du marché, le mandataire du groupement dispose d'un délai de six mois, à compter de la notification de la décision prise par le maître de l'ouvrage en application de l'article 50.1.2, ou de la décision implicite de rejet conformément à l'article 50.1.3, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent.

#### 50.3.3.

Passé ce délai, il est considéré comme ayant accepté cette décision et toute réclamation est irrecevable.

### 50.4. Intervention d'un comité consultatif de règlement amiable.

#### 50.4.1.

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable suspend les délais de recours prévus par le présent CCA jusqu'à la décision du maître de l'ouvrage après avis du comité.

Le délai de recours suspendu repart ensuite pour la durée restant à courir au moment de la saisine du comité.

#### 50.4.2.

Le membre du groupement qui saisit d'un différend ou d'un litige le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une. Toutefois, l'autre membre du groupement peut en rembourser tout ou partie, après avis du comité.

### 50.5. Recours à la conciliation ou à l'arbitrage.

Les parties peuvent, d'un commun accord, avoir recours à la conciliation selon les modalités qu'elles déterminent.

Elles peuvent également, d'un commun accord, avoir recours à l'arbitrage, dans les conditions fixées à l'article 128 du code des marchés publics.

La saisine d'un conciliateur ou d'un tribunal arbitral suspend les délais de recours prévus par le présent CCA jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation, de la constatation par le conciliateur de l'échec de sa mission ou de la décision du tribunal arbitral.

### 50.6. Règlement des différends et litiges en cas d'entrepreneurs groupés conjoints.

Lorsque le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire représente chacun d'eux, envers le maître de l'ouvrage, pour l'application des dispositions du présent article jusqu'à la date, définie à l'article 44.1, à laquelle prennent fin les obligations contractuelles, chaque membre du groupement étant ensuite seul habilité à poursuivre les litiges qui le concernent à l'exception des dispositions de l'article 13.5.2.



# ARTICLE 51 MODIFICATIONS APPORTEES PAR LE GROUPEMENT AU PROJET SANS LE CONSENTEMENT DU MAITRE DE L'OU- VRAGE.

## 51.1. Champ d'application.

Toutes les prestations proposées par le groupement, à partir de la remise de l'offre ou, postérieurement à la signature du marché, à un stade quelconque de la conception ou de l'exécution de l'ouvrage, et présentant un niveau de performance supérieur à celui exigé dans le programme, sont réputées acquises au maître de l'ouvrage (« effet de cliquet »). Pour l'appréciation du « niveau supérieur à celui exigé dans le programme », le groupement s'en remet à l'appréciation souveraine du maître d'ouvrage.

Si au contraire, une modification apportée aux exigences du programme ou aux phases précédentes déjà approuvées ne présente pas un niveau de performance supérieur, les dispositions de l'article 51.2 doivent être appliquées par le groupement, à défaut, la procédure décrite à l'article 51.3 sera appliquée.

Pour éviter toute discussion sur « l'appréciation souveraine du maître d'ouvrage », le groupement peut utiliser les dispositions de l'article 51.2, même s'il estime que le niveau de performance sera de toute façon reconnu comme supérieur.

## 51.2. Accord express du maître de l'ouvrage.

Les modifications apportées aux exigences du programme ou aux phases précédentes déjà approuvées ne seront réputées acceptées par le maître de l'ouvrage qu'à la double condition que :

- ces modifications aient été portées expressément à la connaissance du maître de l'ouvrage par un courrier ayant **pour seul objet** cette ou ces modifications ;
- que le maître de l'ouvrage ait accepté en retour expressément cette ou ces modifications.

Faute de suivre cette procédure, et en cas de découverte de modifications non approuvées, le maître de l'ouvrage appliquera la procédure décrite à l'article 51.3 du présent cahier des charges.

## 51.3. Procédure.

La procédure suivante sera appliquée en cas de découverte à quelque stade que ce soit d'une modification de prestations n'ayant pas fait l'objet de la procédure d'acceptation décrite à l'article 51.1 :

- application immédiate par le maître d'ouvrage d'une réfaction d'un montant de 5 000 € + 100% du montant de la prestation modifiée ;
- mise en demeure du groupement (par le maître de l'ouvrage) d'avoir à annuler la modification faite et de revenir sur cette modification à l'état antérieurement accepté.

o si l'annulation de cette modification et le retour à l'étape précédente sont considérés par le maître d'ouvrage comme irréalisables techniquement, après la mise en demeure, cette dernière sera déclarée nulle et le groupement subira une réfaction définitive du montant de la prestation modifiée augmentée de 5 000 € ;

